

# Conjoncture

LE MENSUEL DES DÉCIDEURS

Chambre Française  
de Commerce et d'Industrie  
du Maroc  
www.cfcim.org  
53<sup>e</sup> année  
Numéro 964  
15 novembre -  
15 décembre 2014  
Dispensé de timbrage  
autorisation n° 956

Vos invitations  
au rendez-vous des  
dirigeants à l'intérieur  
**DIGITAL IT DAYS**  
10 et 11 décembre

L'INVITÉ DE CONJONCTURE  
JACK LANG



## Le secteur maritime et portuaire au Maroc

### ACTUS CFCIM

Settapark : la success story des  
Parcs Industriels de la CFCIM  
continue

Objectifs atteints pour la première  
journée de formation à la  
Médiation à la CFCIM.

### ECHOS MAROC

La recherche scientifique plus que  
jamais au cœur du « système »  
Daoudi.

Une journée consacrée à  
l'économie marocaine à l'Institut  
du Monde Arabe à Paris

L'actualité vue par le Service économique de l'Ambassade de France

Le Coin des Adhérents : Nouveaux Adhérents CFCIM - Opportunités d'affaires - Emploi



CHAMBRE FRANÇAISE  
DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE  
DU MAROC



**DU CÔTÉ  
DE LA  
NATURE.**

**[FACEBOOK.COM/AINIFRANE](https://www.facebook.com/AINIFRANE)**

**1<sup>ÈRE</sup> MARQUE D'EAU  
MAROCAINE  
SUR FACEBOOK\***

Eau minérale naturelle

**Aïnfrane**

Source Bensmim

1,5L

\*135 000 fans à septembre 2014. Source : Social bakers & Facebook.

*Le spécialiste des peintures en poudre*

## Protégez vos métaux sans perdre de vue la protection **Antibactérienne**

ISO  
22196

- Application sur Aluminium et acier.
- Haute résistance à la corrosion et aux UV.
- Haute résistance aux agents chimiques.
- Réduction de l'activité bactérienne > 99%
- Maintien du pouvoir antibactérien quels que soient les produits d'entretien utilisés sur le revêtement.
- Solution écologique, pas de COV.

IMSL INDUSTRIAL MICROBIOLOGICAL SERVICES LTD				
CERTIFICATE OF ANALYSIS Page 1 of 1				
<b>CUSTOMER</b> Addresser Ltd Dunfermline Preston Court Bathferry Technology Park Bathferry ST18 5AR UK	<b>CERTIFICATE NO.</b> 1008402.2439121 <b>CUSTOMER REF.</b> 2211			
<b>SAMPLE DETAILS</b> POUDROX INDUSTRIES	<b>DATE RECEIVED</b> 02/09/2014 <b>ORDER NO.</b>			
<b>METHOD</b> Determination of Antibacterial Activity using Test Based on ISO 22196				
<b>DATE ANALYSED</b> 02/09/2014	<b>DATE REPORTED</b> 05/09/2014			
<b>RESULTS (AS CPU CM<sup>2</sup>)</b>				
<b>SAMPLE</b>	<b>SPECIES</b> <b>CONTACT TIME</b> <b>REDUCTION (CONTROLS)</b>			
	<b>h Inc.</b> <b>24 Inc.</b> <b>Log 10</b> <b>%</b>			
0.1% BISMUTHOXY IRON TREATED PLATES (PPOX-IRBIO00102)	0 col	1.0E+04 -< 1.1E11	0 3.21	≥ 99.99%
CONTROL PLATES (PPOX-IRBIO00102)	0 col	1.0E+04 - 4.4E+04		
0.1% BISMUTHOXY IRON TREATED PLATES (PPOX-IRBIO00102)	Black control	1.1E+04 -< 1.1E11	0 3.21	≥ 99.99%
CONTROL PLATES (PPOX-IRBIO00102)	Black control	1.1E+04 - 4.3E+03		

IMSL INDUSTRIAL MICROBIOLOGICAL SERVICES LTD				
CERTIFICATE OF ANALYSIS Page 1 of 1				
<b>CUSTOMER</b> Addresser Ltd Dunfermline Preston Court Bathferry Technology Park Bathferry ST18 5AR UK	<b>CERTIFICATE NO.</b> 1008402.2219120 <b>CUSTOMER REF.</b> 2209			
<b>SAMPLE DETAILS</b> POUDROX INDUSTRIES	<b>DATE RECEIVED</b> 02/09/2014 <b>ORDER NO.</b>			
<b>METHOD</b> Determination of Antibacterial Activity using Test Based on ISO 22196				
<b>DATE ANALYSED</b> 02/09/2014	<b>DATE REPORTED</b> 05/09/2014			
<b>RESULTS (AS CPU CM<sup>2</sup>)</b>				
<b>SAMPLE</b>	<b>SPECIES</b> <b>CONTACT TIME</b> <b>REDUCTION (CONTROLS)</b>			
	<b>h Inc.</b> <b>24 Inc.</b> <b>Log 10</b> <b>%</b>			
0.1% BISMUTHOXY IRON TREATED PLATES (PPOX-IRBIO00102)	0 col	1.0E+04 -< 1.1E11	0 4.31	≥ 99.99%
CONTROL PLATES (PPOX-IRBIO00102)	0 col	1.0E+04 - 3.2E+03		
0.1% BISMUTHOXY IRON TREATED PLATES (PPOX-IRBIO00102)	Black control	1.1E+04 -< 1.1E11	0 3.21	≥ 99.99%
CONTROL PLATES (PPOX-IRBIO00102)	Black control	1.1E+04 - 3.4E+02		

## Editorial



Jean-Marie GROSBOIS  
Président

# Le secteur maritime et portuaire au Maroc

« Le Maroc est plus que jamais un pays ouvert, tourné vers le monde »

Les ports, ces ouvertures vers le monde qui ont fait rêver tant d'écrivains dans le passé. Des écrivains qui, souvent, n'avaient jamais dépassé les quais.

Les ports seraient-ils pour le Maroc la clé vers une nouvelle dimension économique ?

Comme le confiait récemment à notre revue Conjoncture Mohamed Chafiki, Directeur des Etudes et des Prévisions Financières au Ministère de l'Economie et des Finances, il est très inspirant de se « plonger dans l'histoire du Royaume » pour mieux analyser la situation actuelle. « A partir du 14<sup>ème</sup> siècle, le Maroc a toujours raté son entrée dans la naissance de l'économie européenne, puis de l'industrialisation, parce qu'il a perdu ses accès sur la Méditerranée qu'étaient Ceuta et Melilla » et privilégié Casablanca comme base de tout développement vers l'Europe.

Le retour d'une vision méditerranéenne avec l'extraordinaire impulsion du Port de Tanger Med a été fondamental.

Le Maroc s'est engagé depuis quelques années dans une dynamique pour développer et moderniser ses infrastructures portuaires à travers des investissements importants.

Cette politique participe de la reconnaissance du Royaume, par les investisseurs étrangers, comme hub mondial et continental pour l'Europe et le reste du monde.

Les infrastructures portuaires, constituées de 38 ports, dont 13 ouverts au commerce maritime international et 19 à la pêche maritime, de Tanger à Jorf Lasfar, de Kénitra à Safi, Laâyoune et Dakhla, ont enregistré en 2013 un volume global de marchandises de 100 millions de tonnes, un chiffre chaque année en progression.

Le Maroc est plus que jamais un pays ouvert, tourné vers le monde et si les ports d'hier faisaient rêver les poètes et les écrivains, ceux d'aujourd'hui contribuent efficacement au développement économique du Royaume.



Conjoncture est édité par la Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc ►► 15, avenue Mers Sultan - 20 130 Casablanca. Tél. LG : 05 22 20 90 90. Fax : 05 22 20 01 30. E-mail : [conjoncture@cfcim.org](mailto:conjoncture@cfcim.org). Site Web : [www.cfcim.org](http://www.cfcim.org) ►► **Directeur de la publication** Jean-Marie Grosbois ►► **Rédacteur en chef** Philippe Confais ►► **Secrétaire de rédaction-journaliste** Franck Mathiau ►► **Président du Comité de rédaction** Serge Mak ►► **Directrice Communication-Marketing** Wadad Sebti ►► **Ont collaboré à ce numéro** Philippe Baudry, Laurence Jacquot, Société de Bourse M.S.IN, Amira Géhanne Khalfallah (journaliste), Driss Chraïbi, Loubna El Ouakili, Fouad Akesbi, Laurent Germain, les administrateurs et collaborateurs de la CFCIM ►► **Agence de presse** AFP ►► **Crédits photos** CFCIM, Michèle Pappalardo, DR ►► **Conception graphique** Sophie Goldryng ►► **Mise en page** Mohamed Afandi ►► **Impression** Direct Print (Procédé CTP) ►► ISSN : 28 510 164 ►► Numéro tiré à 14 000 exemplaires.



**PUBLICITÉS** **Mariam Bakkali** Tél. : 05 22 93 11 95 - 05 22 93 81 28 GSM : 06 61 71 10 80 [mariam.bakkali@menara.ma](mailto:mariam.bakkali@menara.ma)  
**Anne-Marie Jacquin** Tél. : 05 22 30 35 17 GSM : 06 61 45 11 04 [jacquin\\_annemarie@yahoo.fr](mailto:jacquin_annemarie@yahoo.fr)  
**Nadia Kaïs** GSM : 06 69 61 69 01 [kais.communication@gmail.com](mailto:kais.communication@gmail.com)





## Pour cautionner nos marchés au Sénégal, la BMCI nous a mis en relation avec les experts BNP Paribas à Dakar\*

M. Abdessamad Moudakkire, Manager de Département-Pétrochimie **Buzzichelli Maroc**  
et son Relationship Manager **BMCI, M. Redouane Elbiad**



**CORPORATE  
BANKING**

**Avec votre Relationship Manager à vos côtés, ce sont 101 Trade Centers BNP Paribas dans le monde qui sont derrière vous.**

### DEVELOPPEZ VOTRE COMMERCE A L'INTERNATIONAL

Que votre entreprise importe ou exporte vers les marchés mondiaux, le Corporate Banking BMCI vous ouvre les portes d'un réseau international à travers les structures spécialisées que sont les 101 Trade Centers. Il met également à votre disposition des offres spécifiques de financements en devises, émissions de cautions à l'international, ouverture d'accréditifs, leasing en devises, opérations de change, achat de créances sans recours... Et si on se rencontrait dans l'un de nos centres d'affaires pour en parler ?

**05 29 07 07 07**



# Sommaire

## ActusCFCIM

- 12 Settapark, le nouveau Parc Industriel de la CFCIM déjà à la commercialisation
- 14 Objectifs atteints pour la première journée de formation à la Médiation à la CFCIM
- 16 Sécurité informatique, mobilité numérique et solutions digitales au coeur du prochain Digital IT Days

## EchosMaroc

- 19 Forum adhérents avec Lahcen Daoudi, Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Formation des Cadres
- 21 Une journée consacrée à l'économie marocaine le 25 novembre à l'Institut du Monde Arabe à Paris
- 30 L'invité de Conjoncture : Jack Lang, Président de l'Institut du Monde Arabe



## ZOOM

### Le secteur maritime et portuaire au Maroc

- 34 Six pôles portuaires et mille et une façons de vivre l'eau
- 36 Interactions avec les autres secteurs économiques  
Les ports leviers de croissance
- 38 Echanges Europe, Afrique, Moyen-Orient...  
Maroc, passage maritime incontournable
- 40 Monographie des ports au Maroc  
Une position géostratégique privilégiée !
- 42 Tanger s'éveille



## Regardsd'experts

- 46 **Entreprise** L'enjeu de la protection des données informatiques : avantage à la sauvegarde externalisée de données
- 48 **RH** Le bien-être au travail, une donnée essentielle pour l'entreprise
- 50 **Juridique** La catégorisation fiscale, modalités et avantages
- 51 **La parole au Campus CFCIM** L'impact de la crise sur le comportement des investisseurs décrypté scientifiquement par des chercheurs de TBS



## On en parle aussi...

- 52 **Culture(s)**
- 52 **L'association du mois : Association « VISION ESPOIR »**

## TBS Casablanca accompagne ses étudiants dès la première année dans leur orientation professionnelle avec le service Career Starter.

**L**e choix d'une carrière, d'un métier, d'un secteur n'est pas simple à 18 ans, juste après l'obtention du Baccalauréat.

TBS Casablanca l'a bien compris et à ce titre, un service dédié a été lancé ce lundi 27 octobre auprès des étudiants de première année du DMO.

Marine Parmentier, Responsable des Relations Entreprises à TBS, est venue de Toulouse pour lancer un premier accompagnement, le speed coaching.

Après une brève présentation de l'objectif de Career Starter, les étudiants sont passés de table en table pour découvrir les types de métiers. Plusieurs professionnels et professeurs animaient ces ateliers : Supply Chain, Marketing, Commerce International, Finance, Audit, Contrôle de Gestion, e-Commerce et e-Marketing. Enfin, un atelier était également dédié au projet professionnel avec la rédaction du CV et de la lettre de motivation.

Le Career Starter est un enjeu stratégique pour TBS et offre aux étudiants de nombreux avantages :

- une équipe pluridisciplinaire au service des étudiants et des entreprises,
- un vecteur d'employabilité pour les futurs diplômés,
- un suivi spécialisé des étudiants,
- une plateforme informatique dynamique destinée aux étudiants où ils peuvent gérer leurs outils, leur portfolio, leurs actions et leurs documents,
- une amélioration continue de la qualité effective du service rendu aux étudiants et aux entreprises,
- un calendrier d'actions en perpétuelle évolution pour aller encore plus loin.

Ce service accompagnera les étudiants pendant les 3 ans. Au programme pour cette année : tests de personnalité, rapport à rédiger avec fiches de postes, fiches d'entreprises, entretiens individuels, rencontres avec les entreprises...

Au vue des profils rencontrés, ces étudiants ont été jugés par les professionnels comme étant très précis dans leurs questions, curieux et avec un très bon niveau de français...Des profils très prometteurs !

## Compétition et bon esprit à l'Ecole Française des Affaires.



**LA JOURNÉE D'INTÉGRATION** des étudiants de 1<sup>ère</sup> année avec ceux de 2<sup>ème</sup> année s'est déroulée le 15 octobre dernier avec plusieurs activités ludiques et sportives au sein de l'EFA. Ces journées d'intégration sont toujours très attendues par les étudiants et permettent, dans un esprit de partage et de compétition, de travailler sur les valeurs de l'EFA. Les groupes ont été répartis en 24 équipes de 10 personnes (1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> année). Ces équipes se sont ensuite affrontées sur un ensemble d'activité (atelier glissade, cordes, relais gourmand, porteur d'eau, etc.). Rappelons enfin que la vie associative est très riche à l'EFA avec un Bureau Des Etudiants (BDE) élu chaque année, une Association des Diplômés (ADEFA) et une "Junior Entreprise" très active.

## François Bonvalet, nouveau Directeur Général de Toulouse Business School (TBS).

**D**epuis 2004, François Bonvalet était Doyen et Directeur Général du Groupe Reims Management School, jusqu'à la fusion en 2013 avec Rouen Business School. Il devient alors Doyen Associé et Directeur Général Adjoint en charge de l'International et du développement du nouveau groupe Néoma. Il est aussi Chargé de cours à la Sorbonne (Celsa) et Professeur associé à l'Esa (École Supérieure des Affaires) de Beyrouth en « Théorie des organisations, Management et Communication ». Depuis mars 2013, il occupe

la fonction de Directeur d'Ecricome (banque d'épreuves communes à 6 grandes écoles de commerce et de management françaises). François Bonvalet est ingénieur en agriculture, également titulaire d'un DEA en Management et Communication au Celsa et diplômé de l'Institut Français de Gestion. « L'une de mes priorités sera d'assurer la compétitivité de TBS, de maintenir l'excellence de son corps professoral et de renforcer sa reconnaissance à l'international, tout en respectant ses valeurs humaines et son sens de la responsabilité sociétale ».





**Tectra**  
Travail Temporaire

*Votre partenaire en  
ressources humaines*

- *Mise à disposition*
- *Gestion de contrats*  
*CTT, CDD, CDI*
- *Recrutement*
- *Conseil et solutions RH*



**1<sup>er</sup> réseau**  
*d'agences au Maroc*

**WWW.TECTRA.MA**

**TECTRA** : 51, Boulevard d'Anfa Casablanca - Maroc  
**Tél.** : (+212) 522 430 349 / **Fax** : (+212) 522 430 374



## La Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC), une nouvelle offre du CEFOR entreprises, le Centre de Formation de la CFCIM.

**L**a Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) est une démarche qui permet à une entreprise ou à une branche professionnelle d'anticiper et de gérer les évolutions des besoins d'emplois et de compétences sur le long terme.

Trois phases sont essentielles :

- Une phase analytique qui va permettre

de visualiser précisément la situation de l'emploi et des compétences mobilisées dans l'entreprise.

- Une phase d'anticipation qui va permettre d'identifier et de prévoir les besoins en matière d'emplois (qualitativement et quantitativement) dans l'entreprise au vu des évolutions technologiques, du marché du travail et de l'organisation du travail.

- La phase de gestion va permettre de négocier avec les partenaires concernés un plan d'action permettant le passage de la situation actuelle à la situation future.

**Pour toute information**

**Contact : Rédouane ALLAM**

**GSM : 06 67 03 03 25**

**rallam@cfcim.org**

## Campus de la CFCIM : calendrier des formations

### **BADGE, un nouveau Bilan d'Aptitude au Maroc**

Le Campus de la CFCIM propose pour la première fois au Maroc un Bilan d'Aptitude Délivré par les Grandes Ecoles (BADGE). Le principe est simple : tout candidat en possession d'un Bac et qui dispose d'au minimum 5 années d'expérience professionnelle peut obtenir, par capitalisation de deux modules spécialisés, un Mastère Spécialisé du Groupe Toulouse Business School.

La délivrance du Mastère est conditionnée par une sélection sur dossier (validation des acquis), une thèse professionnelle et une soutenance devant un jury.

Le Groupe Toulouse Business School propose par ailleurs sur le Campus de la CFCIM une large offre de programmes diplômants, Mastères Spécialisés et Mastères en sciences, MBA positionnés autour de la chaîne de valeur de l'entreprise.

### **Cycle de Formation de formateur**

**Durée : 64 heures**  
**Date : novembre 2014**

**Objectif :** Concevoir des actions de formation efficaces et motivantes.

Animer avec aisance. Susciter une dynamique de groupe positive.

Éveiller et maintenir l'intérêt des participants.

Faciliter la compréhension et la mémorisation.

Utiliser les techniques pédagogiques adaptées.

Évaluer les acquis et réguler son intervention

### **Cycle de Formation Supérieure**

**Assistante de Direction**

**Durée : 150 heures**

**Date : novembre 2014**

**Objectif :** Amener chaque participante à l'épanouissement technique, relationnel et stratégique développé par la maîtrise :

Des outils linguistiques, organisationnels et Bureautiques

Des valeurs comportementales

Des moyens efficaces adaptés à l'entreprise et à son évolution

### **Cycle de Perfectionnement en Management/CPM**

**Durée : 150 heures**

**Date : novembre 2014**

**Objectif :** Permettre à des personnes déjà engagées dans la vie active d'acquies une formation complémentaire dans le domaine de la gestion des entreprises, leur offrant la possibilité d'obtenir des connaissances nouvelles en vue d'une meilleure insertion dans leur vie professionnelle.

### **Cycle de Perfectionnement en Anglais**

**Durée : 60 heures**

**Date : novembre 2014**

**Objectif :** Pouvoir s'exprimer avec aisance en anglais lors de réunions, de présentations ou dans le cadre d'échanges avec des interlocuteurs anglophones

### **Gestion de projet**

**Durée : 2 jours**

**Dates : 20-21 novembre 2014**

**Objectif :** Comprendre la façon d'analyser et de structurer un projet

Pratiquer les méthodes et les outils pour la planification et le suivi de ce projet

Etablir une check-list des points à analyser et des questions à se poser pour mieux anticiper

Animer des réunions d'analyse, des réunions

d'avancement

Connaître les principes d'utilisation d'un logiciel de planification simple

Développer des comportements efficaces pour maîtriser les coûts, les délais et la qualité de gestion de projet

### **Préparer votre passage aux normes**

**IAS – IFRS**

**Durée : 2 jours**

**Dates : 26-27 novembre 2014**

**Objectif :** Maîtriser les normes comptables internationales

Connaître le nouveau contexte IAS – IFRS

Maîtriser les principales conséquences de l'application des normes IFRS

Panorama des normes opérationnelles les plus importantes  
Principaux retraitements.

### **Conduite du changement**

**Date : 3 - 4 décembre 2014**

**Objectif :** Optimiser les compétences des apprenants, afin d'améliorer l'accompagnement des équipes en période transitoire. Pour ce faire, les apprenants devront : Intégrer le concept du changement ;

Comprendre les phénomènes liés au concept ;

Comprendre les enjeux de la communication ;

Cibler la typologie des conflits ;

Appréhender les bases de la communication interpersonnelle ;

Comprendre les modes de régulation

### **Le traitement des impayés : de la relance amiable au recouvrement contentieux**

**Dates : 10-11 décembre 2014**

**Objectif :** Prévenir le risque d'impayés

Organiser une démarche contentieuse à faire soi-même en entreprise

Elaborer le dossier de preuves

Assurer le suivi des actions juridiques externalisées

Optimiser les coûts des procédures judiciaires

Gérer et piloter au mieux les acteurs du recouvrement : avocats, huissiers, agence de recouvrement

Choisir les procédures les plus adaptées au regard des délais, de coûts, de la rapidité, des montants à recouvrer.

Le CEFOR entreprises se tient à votre disposition pour toute information complémentaire notamment pour étudier avec vous la réalisation de formation Intra. Pour toute autre information et inscription :

► **Contact : Rédouane Allam**

**Responsable Formation et Partenariats**

**rallam@cfcim.org**

**Tél. : 05 22 35 02 12**

**GSM : 06 67 03 03 25**

**Fax : 05 22 34 03 27**

**E-mail : cefor@cfcim.org**

# AIRFRANCE



FRANCE IS IN THE AIR



BETC - Bichem Air France - 403 695 778 KCS Bobigny - 40 rue de Paris - 93200 Bobigny Cedex

AU DÉPART DU MAROC

# PARIS

# 42 VOLS

PAR SEMAINE

**AIRFRANCE KLM**

Vols au départ de Rabat et Casablanca.

[WWW.AIRFRANCE.MA](http://WWW.AIRFRANCE.MA)

## Le capital humain des entreprises au cœur du deuxième Business Forum Solutions RH.

La Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc (CFCIM) a organisé son deuxième Business Forum dédié aux professionnels de la gestion des Ressources Humaines, Solutions RH les 12 et 13 novembre derniers à l'Espace Paradise à Casablanca avec 2 jours de rencontres B to B destinés à la fonction RH dans l'entreprise. Pour lancer ce rendez-vous incontournable des RH marocaines qui a attiré un millier de visiteurs professionnels en 2013, la CFCIM organisait jeudi 23 octobre dans ses locaux à Casablanca, 15 avenue Mers Sultan, une table ronde sur le thème : « Comment et pourquoi miser sur le capital humain aujourd'hui pour la performance de l'entreprise demain ». La thématique résume à elle seule toutes les discussions qui seront développées entre professionnels des Ressources Humaines lors du prochain Business Forum.



Amine Bennis, Coach et Animateur du Club Solutions RH de la CFCIM, Laurent Dupuch, Président du Directoire de la BMCI et Abdellah Chenguiti, Vice-Président de l'Association Nationale des Gestionnaires et Formateurs des Ressources Humaines (AGEF) ont insisté sur l'évolution de la fonction

RH en entreprise au Maroc. Le capital humain est devenu la première richesse des entreprises, une idée que les multinationales ont déjà intégré dans leur fonctionnement, mais qu'en est-il des PME ? Tous les experts présents se rejoignent pour dire que l'entreprise de demain sera plus connectée, plus digitale, plus tournée vers l'environnement, plus mondiale, multiculturelle, et en même temps, respectueuse et à l'écoute des hommes et des femmes qui la composent. Conjoncture a rencontré l'un des animateurs de cette table ronde, Abdellah Chenguiti. \*

### INTERVIEW

**Conjoncture :** Vous avez défini l'entreprise de demain, mais peut-on dire que la fonction RH au Maroc en 2014 est arrivée à sa pleine maturité ?

**Abdellah Chenguiti :** Il ya deux types de fonctions RH au Maroc : celle développée par les grandes entreprises et les multinationales qui est moderne et alignée sur les bonnes pratiques à l'échelle internationale et le modèle de la PME qui est en train d'évoluer, qui reste cependant très administratif, basé sur le « day to day », la gestion de la paie, de la discipline, des avertissements. C'est un système qui effectivement peut paraître dépassé, mais aujourd'hui l'ouverture sur l'international et l'arrivée d'une nouvelle génération de managers laissent présager de meilleurs jours pour la fonction RH, heureusement.

**Comment explique-t-on à ce patron de PME qui pense que son Directeur du Personnel fait du bon travail que le développement de sa fonction RH en interne va peut-être lui faire gagner de l'argent ?**

Tout simplement en lui expliquant que son marché a changé. Aujourd'hui, avec la mondialisation, la baisse des coûts des transports, l'arrivée des nouvelles technologies, l'information disponible partout, une entreprise chinoise peut devenir son concurrent sur son propre terrain. Et ce qui va faire la différence, c'est la qualité des hommes, des ressources humaines qu'il va falloir fidéliser, former et faire progresser.

**Beaucoup de PME ont encore un Directeur du Personnel ou un DAF « multi-tâches », cela veut-il dire qu'elles refusent**



**ABDELLAH CHENGUITI,**

**Vice-Président de l'Association Nationale des Gestionnaires et Formateurs des Ressources Humaines (AGEF)**

**L'ouverture à cette dimension RH ?**

C'est une réalité qui est liée aussi au fait qu'en contexte de crise, la dimension administrative et sociale l'emporte sur la dimension développement. Aujourd'hui, au-delà de tous nos discours, le volet administratif dans l'entreprise reste le rôle essentiel du DRH. Il a également des missions de développement, de fidélisation des employés, de formation, mais la réalité au Maroc en 2014, sauf dans quelques grandes multinationales, c'est l'administratif et il faudra encore quelques années pour que cela change.

**Est-ce que vous, les DRH, vous n'êtes pas en train de devenir les nouveaux « gourous » des entreprises ?**

Nous voulons simplement dire à nos patrons qu'aujourd'hui la première fonction de l'entreprise n'est pas la fonction financière ou industrielle, c'est la fonction RH. Il n'est pas question de leur faire peur, mais de les accompagner et de leur démontrer que s'ils réussissent, c'est grâce

aux employés de l'entreprise et que s'ils échouent, c'est parce qu'ils n'ont souvent pas su prendre soin de leurs ressources humaines.

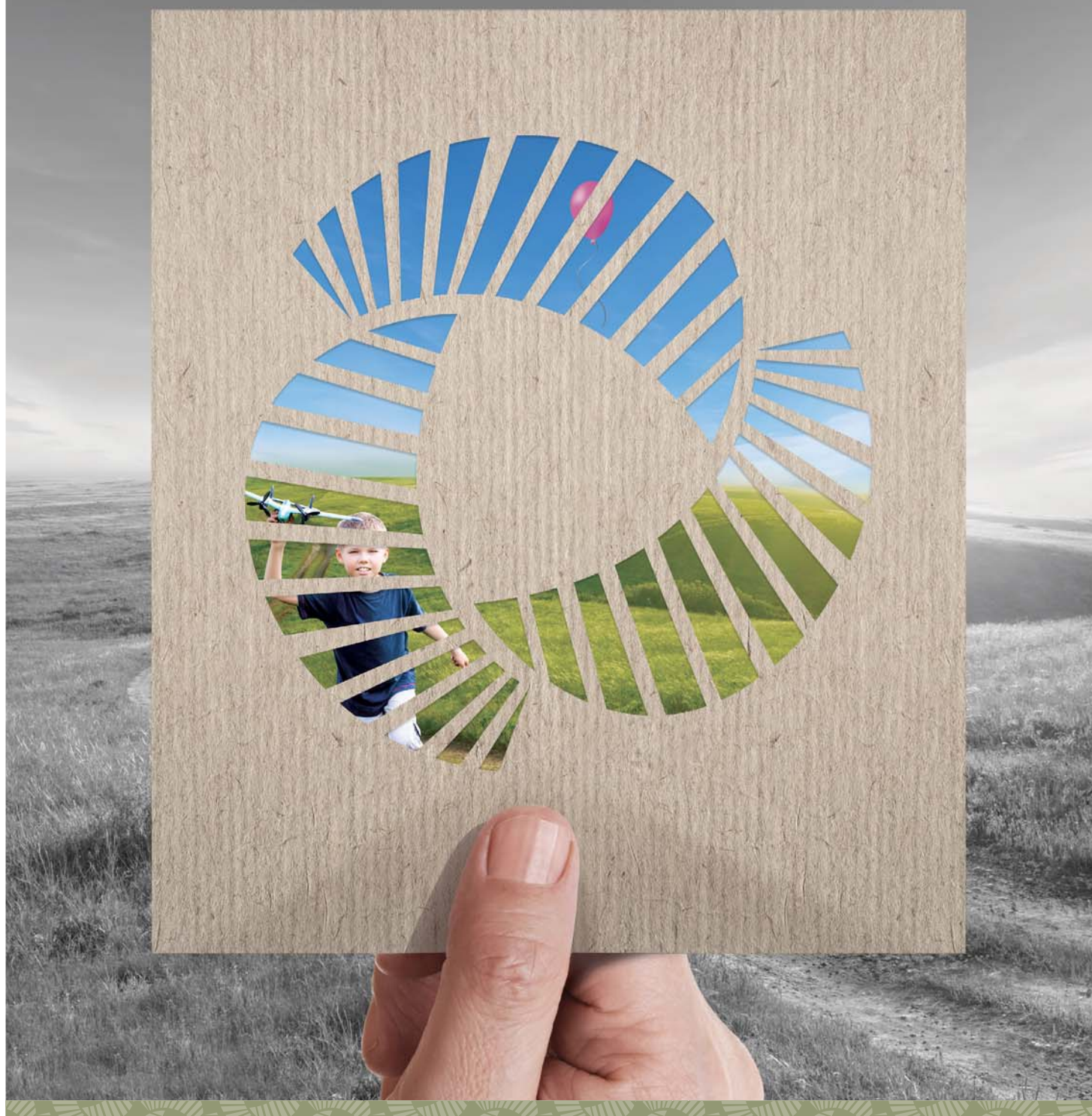
**Votre « paradis » de la fonction RH, où est-il ? Au Japon, aux Etats-Unis ?**

Je ne crois pas que ce soit une question de pays ou de culture. C'est plutôt une question de culture de l'entreprise. C'est le modèle de l'entreprise qui compte et le choix du manager et de l'équipe dirigeante. \*

► Propos recueillis par Franck Mathiau

# Muntajat, des produits pour un monde prospère

Produits chimiques, polymères, engrais



Muntajat, distributeur exclusif des produits chimiques et pétrochimiques fabriqués au Qatar, en assure le marketing, la vente et la distribution sur les marchés internationaux.

En fournissant les engrais aux producteurs alimentaires mondiaux et les produits chimiques et polymères indispensables aux usines à travers le monde, Muntajat joue un rôle incontournable dans l'industrie mondiale.

**Qatar Chemical and Petrochemical Marketing and Distribution Company (Muntajat) Q.J.S.C.**

Contactez-nous: [Chemicals@muntajat.qa](mailto:Chemicals@muntajat.qa) - [Polymers@muntajat.qa](mailto:Polymers@muntajat.qa) - [Fertilisers@muntajat.qa](mailto:Fertilisers@muntajat.qa)

[www.muntajat.qa](http://www.muntajat.qa)



**Muntajat**

## Settapark, le nouveau Parc Industriel de la CFCIM déjà à la commercialisation.

**A**près les parcs de Bouskoura et d'Ouled Salah, le Parc Industriel de Settat va bientôt livrer ses premiers lots industriels aux entreprises qui ont déposé leur demande. La région Chaouia-Ouardigha veut ainsi se positionner comme un nouveau pôle industriel attractif à proximité du Grand Casablanca. Sur 20 hectares, la Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc (CFCIM), en partenariat avec le Ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique, la commune de Settat et le CRI, proposent cette fois-ci 85 lots industriels parfaitement viabilisés avec des services uniques au Maroc qui ont fait la renommée des autres parcs de la CFCIM : téléphonie et fibre optique, vidéosurveillance, ramassage des dé-



chets, équipements, commerces et un guichet unique pour l'aide à la création d'entreprise et l'assistance à l'obtention des permis de construire ainsi qu'une bourse de l'emploi. Le prix de location moyen sera de 5 dh le m2 par mois. Les objectifs de la CFCIM et de ses partenaires sont clairs : la création de 7 000 emplois et un investissement global avoisinant le milliard de dh dont la moitié en IDE. Ce projet a nécessité l'investissement de 95 millions de dh dont 32 millions de dh pour l'acquisition du terrain par la CFCIM. Avec un tel prix moyen de location, à 25 minutes au sud de l'Aéroport Mohammed V, avec un accès direct par l'auto-route, Settapark s'annonce déjà comme un grand succès.

Conjoncture a rencontré Mounir Benyahya, Directeur chargé des Parcs Industriels à la CFCIM. \*

### INTERVIEW

**Conjoncture.info :** Les Parcs Industriels de la CFCIM sont une grande réussite. Comment cette activité a-t-elle commencé ?

**Mounir Benyahya :** Le premier parc a été imaginé à Bouskoura en 2002. A l'époque, nous étions partis du constat que le prix du foncier était un obstacle majeur pour les investisseurs. Nous avons donc discuté avec l'Etat Marocain et nous avons été les premiers à proposer une solution de foncier industriel locatif. La location a été un accélérateur pour de nombreuses entreprises qui ne pouvaient pas acheter des lots de terrains industriels. Le parc industriel de Bouskoura a été conçu sur 29 hectares avec une capacité d'accueil d'une centaine d'entreprises. La commercialisation a été un succès. En 2006, le parc était occupé à près de 100 %. Nous avons complété l'installation de services pour les entreprises avec un restaurant, une banque, une pharmacie et des commerces. Il ne faut pas oublier que, dès le départ, si la CFCIM s'est lancée dans cette activité, c'est à la demande et en partenariat avec l'Etat Marocain et qu'il est vrai que notre solution locative s'est avérée gagnante tout de suite.

**En 2008, l'Etat vous demande de commencer à travailler sur une extension du parc de Bouskoura, ce qui est impossible pour des raisons immobilières, alors c'est la naissance du projet d'Ouled Salah.**

En effet, ce projet est né en 2010. Nous avons repris le même principe que celui du parc de Bouskoura sur 32 hectares avec, cette fois-ci, 120 lots industriels et une nouveauté, la construction et la location de bâtiments industriels prêts à l'emploi en plus des terrains. Cela répondait à une demande des entreprises étrangères qui voulaient démarrer leur activité rapidement sans se soucier des problèmes de construction. Cela ne veut pas dire pour autant que les industriels peuvent faire ce qu'ils veulent sur leur terrain ou dans



**MOUNIR BENYAHYA,**

Directeur chargé des Parcs Industriels à la CFCIM.

leur bâtiment. Nous avons mis en place un cahier des charges très strict en liaison avec les autorités et nous sommes très précis et très exigeants sur nos trois parcs, notamment sur tout ce qui concerne les normes environnementales. Vous savez, au Maroc, les industriels peuvent rencontrer plusieurs problèmes avec le foncier, notamment la spéculation ou le sous-équipement et sur le plan administratif, les modalités d'acquisition des terrains sont complexes. Alors la solution que proposent les parcs industriels de la CFCIM est très rassurante.

**Les deux premiers parcs sont construits autour de Casablanca mais qu'en est-il des régions ?**

C'est justement ce qui a motivé le projet qui, maintenant, est finalisé, à savoir le parc industriel de Settat.

Nous avons étudié des possibilités à Meknès, Fès ou Marrakech, mais finalement nous avons choisi Settat, sur 20 hectares, avec une capacité de 85 entités. Settapark propose, comme sur nos autres parcs, un package de services intégrés qui inclut la sécurité, le nettoyage, l'entretien des espaces verts, la mutualisation des services communs et un guichet unique du CRI sur place. Nous allons livrer les premiers lots de terrains dès le mois de novembre et nous avons déjà lancé les premières commissions d'attribution. Et je peux vous confier qu'il reste encore de la place mais que le succès est déjà au rendez-vous, même s'il nous reste presque deux ans de commercialisation devant nous.

**Et après Settat ?**

Ce sera un projet très ambitieux et très innovant au Maroc à Berrechid sur 60 hectares : l'Ecoparc de Berrechid. L'objectif est de réaliser le premier parc Haute Qualité Environnementale (HQE) à l'échelle africaine, qui pourra accueillir 180 entreprises. Vous voyez que la « success story » des parcs industriels de la CFCIM n'est pas prête de s'arrêter. \*

► Propos recueillis par Franck Mathiau

## SON ASSURANCE, IL LA DOIT À EULER HERMES.

### L'assurance-crédit, pensez-y !

Leader mondial de l'assurance-crédit implanté dans plus de 50 pays et premier assureur-crédit au Maroc, Euler Hermes ACMAR a développé pour vous l'offre de services la plus complète pour la gestion sécurisée de votre poste-client.

Unique par sa solidité financière, sa structure mondiale intégrée et sa connaissance approfondie des risques d'entreprises, Euler Hermes ACMAR vous fait bénéficier de solutions sur-mesure pour sécuriser votre trésorerie, optimiser le recouvrement de vos créances et indemniser vos impayés clients, et ce, quels que soient la taille de votre entreprise et son secteur d'activité.

Avec Euler Hermes ACMAR, vous êtes assurés de développer votre business en toute sérénité.

**Pour en savoir plus : 05 22 79 03 30**



**EULER HERMES**  
ACMAR

[www.eulerhermes.com/ma](http://www.eulerhermes.com/ma)

## Objectifs atteints pour la première journée de formation à la Médiation à la CFCIM.

**V**endredi 24 octobre, la Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc (CFCIM) organisait pour la première fois dans ses locaux, 15 avenue Mers Sultan à Casablanca, une journée de formation à la médiation commerciale et sociale ouverte aux Chefs d'entreprises, Directeurs Commerciaux, Directeurs des Ressources Humaines, Directeurs Administratifs et Financiers, Juristes d'entreprises... L'objectif était de sensibiliser les participants, de leur donner des clés utiles avec des exemples concrets et d'apporter une définition complète et précise de la médiation, un outil rapide et peu coûteux de gestion des

conflits affectant l'entreprise. Le succès de cette première journée de formation démontre la richesse d'une telle démarche pour l'entreprise et confirme les attentes des participants. Nareva, OCP, SCIF, Saham, Lydec, AXA Assurance, Nexia Fiducia, Ciments du Maroc, Salam Gaz et Brunet Eco Aménagement ont assisté à cette première session. Conjoncture a rencontré Me Yasmine Essakalli, Avocate à la Cour et Vice-Présidente de la Commission Médiation de la CFCIM qui encadrerait cette formation aux côtés de Franck Dautria, Sylvain Alassaire et André Robelin et Souad Idrissi, Souad Idrissi Directrice Préfectorale à Lydec, participante à cette journée de formation. \*

### INTERVIEWS

**Conjoncture : A votre avis, pourquoi les entreprises qui participent à cette journée de formation s'intéressent-elles à la médiation ?**

**Yasmine Essakalli :**

D'abord pour essayer de trouver d'autres outils qui vont concrètement les aider dans leurs actions de tous les jours. La médiation ou même plus simplement les méthodes que nous décrivons pendant cette journée, c'est pratique et efficace pour gérer des dossiers de contentieux ou des conflits avec le personnel. Ce qui est intéressant ici, c'est que chaque personne va découvrir la médiation en fonction de ses propres objectifs et qui sait, nous allons peut-être déclencher des vocations de futurs médiateurs.

**Justement, quelle est la principale qualité d'un médiateur ?**

L'écoute, la patience, le recul. C'est important de pouvoir ne pas trop s'impliquer dans le processus. La médiation, c'est complexe, c'est une méthode qu'il faut maîtriser avec des codes, des usages mais la per-



**YASMINE ESSAKALLI,**  
Avocate à la Cour et  
Vice-Présidente de la  
Commission Médiation  
de la CFCIM.

sonnalité du médiateur, sa finesse d'analyse et de contact sont des critères très importants.

**L'humain et la capacité du médiateur à gérer ces dialogues avec les parties qui sont en conflit sont des données importantes, mais une journée de formation comme celle-ci nous montre que la méthode est très précise et très technique, on peut presque parler d'un code de la médiation ?**

Yasmine Essakalli : Pour arriver à mener à bien un processus de médiation, un processus structuré, le médiateur doit être formé à la maîtrise d'outils et de techniques de médiation et c'est là toute la difficulté. On dit que la médiation est un mode amiable, mais pas forcément aimable et pour répondre et dépasser ces situations qui sont souvent très violentes, on dispose de techniques et c'est ce que nous avons

présenté aujourd'hui et ces techniques sont développées lors de nos formations de médiateurs sur 5 jours et la prochaine aura lieu en novembre et décembre prochains à Casablanca. \*

► Propos recueillis par Franck Mathiau

**Conjoncture : Souad Idrissi, pourquoi vous intéressez-vous à la médiation ?**

**Souad Idrissi :** C'est la gestion des conflits qui m'intéresse. Dans notre travail de tous les jours, nous sommes confrontés souvent à des petits différents, soit avec des clients, soit avec des collaborateurs, qui peuvent nous faire dépenser beaucoup d'énergie. Je recherche donc une méthode rapide et durable pour mieux gérer ces situations. L'idée est d'éviter au maximum le contentieux et la médiation est un outil qui permet de déceler les signes en amont avant d'arriver à des situations de litiges.

**Conjoncture : Vous avez pu le découvrir pendant cette journée... La médiation, ça paraît simple mais c'est très**

**codifié. Qu'est-ce que vous a paru le plus compliqué dans cette démarche ?**

Honnêtement, le plus compliqué c'est la maîtrise de l'être humain et l'idée qu'on va devoir gérer des situations avec des émotions. Chaque médiation est différente à cause de ces composantes humaines. Et puis j'avoue que l'idée que dans une médiation, les parties doivent théoriquement être toutes gagnantes, c'est un vrai défi.

Si vous souhaitez participer à la prochaine journée de formation à la médiation commerciale et sociale de la CFCIM, contactez Siham Moussaoui, Centre de Médiation pour l'Entreprise de la CFCIM au 05 22 43 96 38. \*

► Propos recueillis par Franck Mathiau



Le Contrat confiance

Industriels

“ La confiance est une matière première stratégique ! ”



## Le Contrat confiance Lydec : 5 engagements pour mieux servir les industriels

Découvrez nos Engagements de service envers nos clients industriels sur [www.lydec.ma](http://www.lydec.ma) ou contactez votre chargé d'affaires au 05 22 54 90 00 pour plus d'informations.



Toutes nos énergies pour vous



## Sécurité informatique, mobilité numérique et solutions digitales au coeur du prochain Digital IT Days

Les 10 et 11 décembre 2014 se tiendra la 2<sup>ème</sup> édition des DIGITAL IT DAYS à l'Espace Paradise à Casablanca, sous l'égide du Ministère de l'Industrie, du Commerce, de

l'Investissement et de l'Économie Numérique et en partenariat avec l'APEBI et l'AUSIM. Ce Business Forum des solutions digitales et des technologies de l'information vise à apporter aux professionnels des solutions numériques innovantes. Plus de 100 experts-exposants et plus de 1 500 participants sont attendus pour cette rencontre organisée par la Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc (CFCIM) et MLG events.

Les DIGITAL IT DAYS sont conçus de manière à apporter des solutions à forte valeur ajoutée aux décideurs tout en créant un espace de rencontres et d'échanges avec les experts. Au programme de cette 2<sup>ème</sup> édition : 30 conférences, 10 émissions TV, plus de 150 Speed-Demos® (exposés « flash » de 3 minutes pour présenter une solution ou un cas client) et 5

**DIGITAL IT DAYS**  
Le Business Forum des Solutions Digitales  
et des Technologies de l'Information

trophées. Ces différentes animations, assurées par des experts, aborderont des thématiques d'actualité telles que la sécurité informatique, le cloud computing, les médias sociaux ou encore la mobilité numérique. Des rencontres B to B se-

ront également organisées tout au long de l'évènement, afin de permettre aux décideurs d'entrer en relation avec les entreprises spécialisées dans les IT et le Digital (infrastructures IT, web-services, formations, édition de logiciels, etc.). Comme le souligne le nouveau Plan Maroc Numeric 2020, une extension du Plan Maroc Numeric 2013, l'utilisation optimale des IT constitue un réel facteur de croissance économique, de productivité et de compétitivité, avec la création de 25 000 nouveaux emplois et une contribution additionnelle au PIB de l'ordre de 27 milliards de dirhams. En attendant l'édition 2014 de Digital IT Days, Conjoncture a rencontré l'un des partenaires du Business Forum, Hassan El Kholti, Président de l'Association des Utilisateurs des Systèmes d'Information au Maroc (AUSIM) et Directeur IS-IT chez Centrale Laitière – Groupe Danone. \*

### INTERVIEW

**Conjoncture :** Quel est la vocation de l'AUSIM ?

**Hassan El Kholti :** En tant qu'association, il s'agit de défendre les intérêts de nos membres qui sont tous des utilisateurs. Ensuite, nous souhaitons être force de proposition dans le cadre des réflexions qui sont menées au niveau national sur la politique des nouvelles technologies et sur le numérique au Maroc. Enfin, et c'est une dimension importante, nous voulons créer des échanges entre nos membres publics et privés pour partager des expériences, des connaissances et faire progresser encore ce secteur.

**Le « tout numérique » pour accroître la productivité est l'un des sujets du Plan Maroc Numeric 2020 sur lequel vous débattrez lors de vos prochaines Assises du 3 au 5 décembre 2014 à Marrakech. Le « tout numérique » dans l'entreprise marocaine, c'est vraiment pour bientôt ?**

Il est surtout temps, maintenant que le Maroc se positionne sur ce monde du numérique et du digital, parce que le pays peut y gagner beaucoup en termes d'emploi, de croissance et d'innovation. Le Gouvernement s'appête à lancer une nouvelle vision Numeric 2020, mais nous attendons, nous les utilisateurs issus des grandes sociétés ou des Offices, des mesures plus concrètes. Le Maroc n'est pas le pays le moins bien classé en Afrique, mais nous espérons plus et bien avant 2020.



**HASSAN EL KHOLTI,**  
Président de  
l'Association des  
Utilisateurs des  
Systèmes d'Information  
au Maroc (AUSIM).

**Parlons de la protection des données numériques qui pourrait devenir un véritable problème au Maroc. Les entreprises ont-elles bien conscience de l'enjeu ?**

On a tendance à croire que le patrimoine d'une entreprise se situe dans le matériel, alors que nous vivons maintenant dans une époque où ce que l'on doit protéger en premier, ce sont nos données, nos traces numériques. On peut changer un ordinateur défectueux, mais on ne peut rien faire pour récupérer une donnée perdue. Le Maroc est très en retard sur l'externalisation des sauvegardes de données et sur les data centers. Chez Danone Centrale Laitière, l'entreprise dans laquelle je travaille, notre métier, c'est de fabriquer des produits laitiers, pas de gérer la sécurité de nos données, il y a des professionnels pour cela, normés et sécurisés.

**Oui, mais il y a aussi beaucoup de PME qui fonctionnent à l'ancienne avec le disque dur de l'entreprise.**

C'est un grand chantier à ouvrir. Pourquoi ne pas construire un grand data center national dans lequel on hébergerait, comme dans un cloud, les données des petites entreprises marocaines qui n'ont ni les moyens ni les compétences pour en assurer la gestion ? Cela pourrait être encouragé par l'Etat avec des tarifs très intéressants et géré par un consortium. \*

► Propos recueillis par Franck Mathiau

# SIKA MAROC

VOUS DONNE RENDEZ-VOUS AU SIB 2014



TRAITEMENT DES BÉTONS, CIMENTS ET  
MORTIERS

ÉTANCHÉITÉ ET IMPERMÉABILISATION

JOINTS, COLLAGE SOUPLE ET MOUSSES

RÉPARATION, RENFORCEMENT ET PROTECTION

SOLS

TOITURES

INDUSTRIE

SYSTÈME DE MANAGEMENT INTÉGRÉ CERTIFIÉ  
QSE



**Sika Maroc S.A.**

Z.I. Ouled Saleh, BP 191-27182  
Bouskoura - Casablanca - Maroc  
Tél.: +212(0)522 33 41 54  
Fax : +212(0)522 59 07 99  
info@ma.sika.com  
<http://mar.sika.com>

**BÂTIR LA CONFIANCE**



## Un Pavillon France sur le MIDEST du 10 au 13 décembre.

Le Rendez-Vous Industriel au Maroc

**MIDEST MAROC**

Casablanca - MAROC 10 > 13 décembre 2014

L'Office des Foires et Expositions de Casablanca

**U**BIFRANCE et la CFCIM organisent le pavillon France sur le salon MIDEST, le rendez-vous industriel incontournable en Afrique du Nord, du 10 au 13 décembre 2014 à l'Office des Foires et Expositions de Casablanca. Le MIDEST c'est 212 exposants issus d'une douzaine de pays parmi lesquels figuraient en 2013 de nombreux leaders mondiaux. 60 % d'exposants internationaux (hors Maroc) dont la Chine, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, la Pologne, le Portugal, la Turquie, la République Tchèque, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et l'Autriche. Et enfin, une présence des grands acteurs industriels du Maroc : Mecalva, Inter Acier, Gsm, A2cim, Fonderies et Acieries du Maroc, OB Elec-

tronique, Serima, Laser Tolerie Plus, Ettel Mécanique de Précision, Astron et bien d'autres... Cette synergie entre les industriels nationaux et internationaux a permis d'échanger et de nouer de nouveaux partenariats fructueux. Plusieurs entreprises françaises spécialisées dans la sous-traitance, la tôlerie, la plasturgie, les machines-outils, l'électronique et les services sont attendues. Des programmes de rendez-vous B to B seront réalisés par la CFCIM afin de faciliter les échanges entre les entreprises françaises et ses entreprises membres. Un cocktail networking sera également organisé le 10 décembre. Un ouvrage, Analyse et Potentiel de Marché des Industries Mécaniques et Métallurgiques au Maroc, est disponible à l'acquisition à la CFCIM.

## Mohammed Chakib Rifi, nouveau Président de l'APEBI.

**L**a Fédération marocaine des Technologies de l'Information, des Télécommunications et de l'Offshoring (APEBI) change de Président. Amine Mounir Alaoui, élu en janvier dernier est devenu, le 1<sup>er</sup> octobre, le nouveau Vice-Président exécutif de la Fondation OCP. Mohammed Chakib Rifi a été désigné comme son successeur pour la période restante du mandat jusqu'en 2015. Ingénieur issu de l'Ecole Polytechnique de Lille, Mo-

hammed Chakib Rifi est fondateur de la société Data Plus S.A. depuis 1999. Celui que l'on surnomme le « Steve Jobs de Bouskoura » a notamment commercialisé dès 2012 des tablettes tactiles fabriquées au Maroc. Le conseil de l'APEBI a également nommé Saloua Karkri-Belkeziz, Présidente de GFI Informatique Maroc, au poste de Vice-Présidente Générale. Le nouveau bureau a d'ores et déjà annoncé une nouvelle stratégie de l'APEBI pour le secteur.

## L'Aquitaine vient promouvoir ses solutions environnementales à Casablanca.

**LA CFCIM ORGANISE DANS SES**

**LOCAUX**, 15 avenue Mers Sultan à Casablanca, du 9 au 12 décembre prochain, une mission de promotion des activités des entreprises membres du pôle UrbAquitaine, spécialisées dans les solutions pour les villes durables et les villes intelligentes.

Un colloque, ainsi que des ateliers techniques, se dérouleront le 9 décembre afin d'échanger sur les expériences et les besoins des entreprises marocaines et françaises.

Des rendez-vous B to B seront également organisés à partir du 11 décembre.

## Focus sur les Industries Métallurgiques et Mécaniques.

**LA CFCIM, EN PARTENARIAT AVEC L'AMBASSADE DE FRANCE AU**

**MAROC**, organise un séminaire sur les industries métallurgiques et mécaniques le 10 décembre prochain à la CFCIM.

Participeront à cette rencontre des sociétés françaises exposantes au MIDEST et spécialisées dans la sous-traitance, la tôlerie, la plasturgie, les machines-outils, l'électronique et les services.

L'objectif de cette manifestation est de promouvoir les spécificités du marché marocain des IMM, mais également de favoriser les échanges de compétences et de technologies.

# « Attention aux déséquilibres entre les pays qui innovent et les autres. »



Lahcen Daoudi, Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Formation des Cadres, était l'invité, mercredi 15 octobre, de la Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc (CFCIM).

Par Franck Mathiau

**L**ahcen Daoudi aime défendre sa vision de l'Enseignement Supérieur au Maroc. Ancien professeur d'économie, il aime l'Université, le partage du savoir et l'exigence de la transmission. Avec des mots simples, des formules imagées, des exemples concrets qui n'épargnent personne, de son propre gouvernement à la télévision publique, Daoudi dresse un portrait dynamique de l'Enseignement Supérieur au Maroc, un Enseignement qui travaille pour toute l'économie marocaine. « Le souci de chaque pays, bien évidemment, c'est d'abord d'offrir une main-d'œuvre qualifiée. Mais attention aux déséquilibres entre les pays qui innovent et qui font de la recherche et les pays qui consomment simplement cette recherche. Ceux qui innovent et qui valorisent leur innovation forment leurs ressources au fur et à mesure, alors que ceux et c'est encore notre cas, qui consomment cette innovation venue d'ailleurs, réagissent a posteriori. Pendant très longtemps nous avons attendu que l'innovation arrive chez nous pour déclencher des formations. Ce fut le cas dans l'Aéronautique, mais aussi à Tanger avec Renault. Il faut donc, au Maroc, que l'on active la recherche et l'innovation si nous voulons accompagner l'investisseur étranger dès son installation. Voilà pourquoi j'insiste sur le point le plus important de mon Ministère, la Recherche. Décider de

faire de la Recherche dans un secteur en pointe, c'est commencer à former des compétences ».

## **Une grande volonté d'obtenir des résultats rapidement.**

Lahcen Daoudi veut aussi lutter contre la désorganisation et le manque de stratégie globale. « Il faut évaluer les besoins et ne pas se concentrer sur un secteur sous prétexte qu'il est porteur actuellement. Dans les années 90, toutes les Ecoles se sont lancées dans l'informatique. Le résultat, c'est que nous avons beaucoup d'ingénieurs en réseaux qui sont au chômage maintenant. Nous devons mettre en place une véritable coordination entre les Ecoles et les Universités, publiques et privées pour organiser la Recherche et rendre nos formations plus efficaces ». Une stratégie ambitieuse qui sera appuyée par la création de deux grands pôles technologiques à Casablanca et à Rabat réunissant toutes les grandes Ecoles d'ingénieurs, ainsi que l'Université euro-méditerranéenne de Fès qui accueillera des étudiants de tout le bassin méditerranéen. Cette année, 570 millions de Dh seront injectés dans les programmes de recherche au Maroc.

## **Une collaboration universités-entreprises nécessaire.**

Lahcen Daoudi a souligné que les entreprises doivent également créer des passerelles avec les chercheurs pour une meilleure collaboration. « Quelles sont

les relations actuellement entre les universités et les entreprises ? Quelles questions les entreprises posent-elles aux chercheurs de notre pays pour apporter des solutions ? Et quelle est l'implication des stagiaires ingénieurs par exemple dans les entreprises marocaines ? A ces différentes questions, les réponses sont désespérantes. Une chef d'entreprise m'a raconté récemment que son chef d'atelier ne voulait pas accueillir de stagiaires ingénieurs parce qu'il avait peur de se faire « voler » ses secrets professionnels. Je ne peux plus tolérer ce genre de mentalité. Nous n'irons nulle part avec une telle façon de raisonner ! J'appelle les chefs d'entreprise à revoir leur copie, à prendre conscience que les compétences sont là sous leurs yeux dans les Ecoles et Universités marocaines. Près de 20 % des lauréats des Grandes Ecoles partent à l'étranger, en stage d'abord, puis sont recrutés. Et le Ministre de rappeler que les enseignants devront aussi se rapprocher du monde de l'entreprise. « Dans une région comme le Grand Casablanca, ces passerelles entre Universités et Entreprises devraient fonctionner naturellement et ce n'est pas le cas. La compétitivité, c'est d'abord la formation, et la qualité d'une bonne formation, c'est du travail et de l'investissement qui vient aussi de l'entreprise. Je souhaite que nous développions des start-ups dans les Universités en partenariat avec le privé pour créer des synergies productives pour nos jeunes. »\*

## 67 entreprises françaises au Pavillon France de Pollutec Maroc 2014

**D**ans le cadre de la 6<sup>ème</sup> édition du salon Pollutec Maroc, qui s'est déroulée du 15 au 18 octobre dernier à Casablanca, la Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc a accompagné de manière personnalisée 21 sociétés françaises spécialisées dans les domaines de l'énergie, de l'environnement et du traitement des déchets, avec un programme de rencontres B to B avec des entreprises marocaines du même secteur. Le Pavillon France, organisé

par UBIFRANCE et la CFCIM, a accueilli 67 entreprises. Conjoncture a rencontré, à cette occasion, Emmanuel Buisson, Directeur Général de Numtech, une société originaire de Clermont-Ferrand spécialisée dans l'étude et la modélisation de la dispersion de polluants dans l'atmosphère et Pascal Samson, Responsable Export chez Techneau, une entreprise de Basse-Normandie spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits pour le traitement, le relevage et la régulation des eaux usées et pluviales. \*

### INTERVIEWS

#### Conjoncture : Qui sont vos clients ?

#### Emmanuel Buisson :

Les grands groupes industriels, les gros donneurs d'ordres internationaux, les collectivités locales et les bureaux d'études industriels sont nos principaux clients.

#### Quel a été votre premier contact avec le marché marocain ?

C'était à l'occasion de Pollutec Maroc en 2009. Nous avons tout de suite compris que nous pouvions nous développer ici. D'abord parce qu'en France, le climat des affaires était un peu morose et il l'est toujours en 2014, et qu'on ne peut plus se permettre, en tant que PME, d'ignorer ces relais de croissance que peuvent être les marchés internationaux. Le taux de croissance de pays émergents comme le Maroc font réfléchir les chefs d'entreprise français.

#### Dans ce secteur de l'environnement et de la pollution de l'air, pourquoi ne pas être allé directement vers la Chine ?

Vous avez raison... En fait, on a commencé par Pollutec Shanghai, mais nous nous sommes rapidement rendus compte, au bout de 10



**EMMANUEL BUISSON,**  
Directeur Général de  
Numtech.

jours, que ce marché n'était pas fait pour la taille de notre entreprise. Il nécessitait trop d'investissement pour peu de résultat et beaucoup d'inconnu. Le Maroc correspond parfaitement à la taille d'une PME française. On y parle français, c'est très accessible géographiquement et nos deux cultures sont très proches.

#### Vous êtes en train de vous implanter au Maroc ; qu'est-ce qui a déclenché ce choix ?

D'abord un programme du FASEP, le Fonds d'Etude et d'Aide au Secteur Privé, que nous avons proposé à Maroc Météo, avec l'idée que ce petit coup de pouce cofinancé par la France et Maroc Météo pour un projet d'innovation allait

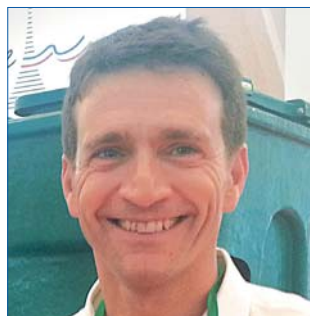
nous apporter des courants d'affaires. Nous avons donc conçu en 18 mois un système de prévision de la qualité de l'air sur le Grand Casablanca. Ensuite, nous nous sommes naturellement positionnés sur les appels d'offres de notre secteur et nous venons d'obtenir un marché d'un grand opérateur marocain pour une durée de 5 ans. Voilà pourquoi nous sommes très heureux d'avoir créé notre filiale marocaine avec l'accompagnement de la CFCIM en juin dernier à Casablanca.\*

► Propos recueillis par Franck Mathiau

#### Conjoncture : Vous venez de la Manche en France, pourquoi étiez-vous intéressé au départ par le marché marocain ?

#### Pascal Samson :

Suite à des salons en France, nous avons été contactés par des installateurs ici au Maroc et nous avons, petit à petit, entretenu ces liens d'affaires à distance et de façon ponctuelle. Notre démarche a ensuite été de créer un secteur spécifique avec un commercial dédié d'origine marocaine, qui a été formé chez nous en Normandie pendant 2 ans. Maintenant, l'objectif, dès cette année, est de



**PASCAL SAMSON,**  
Responsable Export  
chez Techneau.

l'installer physiquement ici au Maroc pour développer notre marché. Le Maroc est en phase de développer son réseau d'assainissement urbain et doit également trouver des solutions pour le traitement des eaux. Nous, nous intervenons dans un domaine très important, le prétraitement. Si vous prenez l'exemple des restaurants, peu sont équipés de séparateurs de graisses et en ce moment les autorités marocaines commencent à exiger des professionnels de la restauration ce genre d'équipements. C'est une bonne opportunité pour Techneau. \*

► Propos recueillis par Franck Mathiau

# Une journée consacrée à l'économie marocaine le 25 novembre à l'Institut du Monde Arabe à Paris.



**A** l'occasion de la manifestation consacrée au « Maroc Contemporain », l'Institut du Monde Arabe modifie la formule habituelle de ses « petits-déjeuners économiques du Monde Arabe ». Ces rendez-vous trimestriels s'adressent prioritairement aux entreprises françaises et européennes souhaitant mieux connaître les caractéristiques économiques et commerciales du monde arabe.

Dans le but de promouvoir le tissu économique marocain, l'IMA, en collaboration avec la CFCIM, organise une journée de rencontres économiques le 25 novembre prochain à Paris. Six tables rondes, composées de personnalités politiques et du monde de l'entreprise marocaines et françaises, permettront d'aborder les enjeux-clés du développement économique, du tourisme et de la philanthropie au Maroc. En parallèle des tables rondes, un espace « networking » et des rendez-vous B to B avec des acteurs clés du secteur économique marocain seront proposés dont la CFCIM.

## Programme de la journée.

8h30 - 9 h 30 :  
Les relations économiques et commerciales entre la France et le Maroc.

10 h - 11 h :  
Le Maroc comme hub pour l'Afrique.

11 h 30 - 12 h 30 :  
Le Maroc, leader du développement durable en Afrique.

14 h 30 - 15 h 30 :  
Le Maroc, nouvelle place financière.

16 h - 17 h :  
Le tourisme au Maroc.

17 h 30 - 19 h :  
Les acteurs de la philanthropie au Maroc.

L'objectif de cette journée est de donner une image très précise et très complète de l'économie marocaine. Parmi les intervenants, de grands acteurs de l'économie et du monde politique français et marocain, parmi lesquels, Jean-Marie Grosbois, Président de la Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc (CFCIM), Jacques

Prost, Directeur Général du Groupe Renault Maroc, Mohamed El Kettani, Président d'Attijariwafa bank et Co-Président du Club des Chefs d'Entreprise France-Maroc, Zahra Maafiri, Directrice Générale de Maroc Export, Driss Benhima, Président de Royal Air Maroc, Aziz Akhannouch, Ministre de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Stéphane Le Foll, Ministre français de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt et porte-parole du Gouvernement, Abdellaziz Abarro, Président du Groupe Managem, Saïd Ibrahim, Président de Casablanca Finance City, Othman Benjelloun, Président de BMCE Bank, Laurent Dupuch, Président du Directoire de la BMCI, Abderrafie Zouiten, Directeur général de l'Office National Marocain du Tourisme. Un événement en partenariat avec l'Ambassade du Maroc en France, la Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc (CFCIM), l'Agence Marocaine de Développement des Investissements, Maroc Export, l'Office National Marocain du Tourisme et la Maison de l'Artisan. \*

► Franck Mathiau

## Pavillon France sur le S.I.B. Maroc à Casablanca : le savoir-faire français dans le secteur du bâtiment représenté avec 13 entreprises exposantes

**L** Cette année encore, le savoir-faire français sera présent sur le salon SIB (Salon International du Bâtiment), qui aura lieu du 26 au 30 novembre 2014 à Casablanca.

Le pavillon France, organisé par UBIFRANCE, l'Agence française pour le développement des entreprises à l'international, en partenariat avec la Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc (CFCIM), sera réparti sur un peu plus de 2 îlots. Il regroupera cette année 13 entreprises exposantes sur une surface totale d'exposition de 153 m<sup>2</sup>.

Le SIB en est à sa 15<sup>ème</sup> édition et à sa 28<sup>ème</sup> année d'existence. La dernière édition du salon SIB, en 2012, a attiré près de 150 000 visiteurs sur 4 jours, 650 exposants en provenance de 18 pays, avec une surface d'exposition de 20 000 m<sup>2</sup>.

Le secteur du bâtiment constitue l'un des piliers de l'économie marocaine. Il contribue à hauteur de 7% au PIB et emploie 10% de la population active du pays.

C'est dans ce contexte que la France, à travers UBIFRANCE et la CFCIM, réitère sa présence sur ce salon. Ainsi, le pavillon France regroupera 13 entreprises représentant de nombreuses

spécialités :

- matériel et outillage de bâtiment,
- ventilation et désenfumage naturels, gestion énergétique
- matériel de mines et carrières
- architecture d'intérieur et mobilier divers,
- fabricant de matériel de distribution d'heure et de synchronisation horaire, afficheurs de communication à diodes électroluminescentes
- machines et outils pour les professionnels du sol, rénovation et entretien
- solutions de bois durables pour l'aménagement extérieur et la construction
- produits coupe-feu et staff décoratif
- métallurgie, production pour l'industrie, charpentes et bâtiment
- fabrication de matériel pour installation électrique
- fourniture industrielle
- Etanchéité des toitures, terrasses, toitures-terrasses végétalisées, ouvrages d'art, fondations, sous-toitures et insonorisation.

## Le nouveau slurry pipeline de l'OCP : 235 km pour réduire l'empreinte carbone et augmenter la production de phosphates.

**L**a station terminale du slurry pipeline reliant les mines de phosphates de Khouribga au centre du pays avec le complexe industriel et le port de Jorf Lasfar a été inaugurée le 2 octobre dernier par Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Véritable révolution dans le processus de traitement des phosphates, ce pipeline permet au Groupe OCP d'éliminer l'étape de séchage, grande consommatrice d'énergie, avant le transport du minerai. Le pipeline d'une longueur de 235 kilomètres entre les deux sites majeurs de l'OCP a nécessité un investissement de 4,5 milliards de dirhams et réduit de 45% les coûts de transport du phosphate qui s'effectuait jusqu'alors en train. Dans une optique environnementale évidente, l'OCP a souhaité réduire sa consommation d'eau et d'énergie avec une économie annoncée de près de 3 millions de m<sup>3</sup> par an. Les émissions de CO<sub>2</sub> diminueront de 930 kt/an et ce nouveau



type d'acheminement et de traitement permettra une économie de fuel de 160.000 tonnes par an. Le terminal de Khouribga couplé au slurry pipeline pourra stocker la pulpe de phosphate et la véhiculer aux différents terminaux de transformation du complexe dont la nouvelle usine de production d'acide phosphorique.

La mise en place de ce nouveau mode de transport permettra au Groupe OCP d'augmenter ses capacités de production minière, les portant de 18 à 38 millions de tonnes par an. A Jorf Lasfar, la station terminale du pipeline est destinée à stoc-

ker la pulpe de phosphate transportée, pour ensuite assurer sa distribution et l'alimentation de l'ensemble des unités de valorisation et l'unité de séchage des phosphates destinés à l'export. S'étendant sur une superficie globale de 6 hectares, la station terminale a nécessité près de 800 millions de dirhams d'investissement.



# DIGITAL IT DAYS

Le Business Forum des Solutions Digitales  
et des Technologies de l'Information

2<sup>ème</sup>  
EDITION

10 - 11 décembre 2014  
Espace Paradise | Casablanca

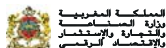
Le rendez-vous des experts  
du Digital et des Technologies de l'Information

- ➔ 30 conférences
- ➔ 10 émissions TV
- ➔ 1 000 décideurs
- ➔ 5 trophées
- ➔ 150 Speed-Demos®



Sous l'égide

Royaume du Maroc  
Ministère de l'Industrie,  
du Commerce, de l'Investissement  
et de l'Economie Numérique



Organisateurs



CHAMBRE FRANÇAISE  
DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE  
DU MAROC



Demandez votre badge sur  
[www.digital-itdays.com](http://www.digital-itdays.com)

INVITATION

## ➔ Vous êtes :

- PDG / Gérant / Dirigeant
- Responsable / Directeur Systèmes d'Information
- Responsable / DAF
- Responsable / Directeur Communication
- Responsable / Directeur Marketing
- Responsable / Directeur Commerciaux
- Responsable / Directeur Achat
- Responsable / Directeur Qualité

**Assistez à un événement professionnel axé sur le contenu et l'innovation !**

**Gagnez en efficacité et saisissez l'opportunité unique de découvrir, en un seul lieu,  
des solutions innovantes dans le Digital et les Technologies d'Information  
pour le développement de votre Business.**

# DIGITAL IT DAYS

Le Business Forum des Solutions Digitales  
et des Technologies de l'Information

2<sup>ème</sup>  
EDITION

10 - 11 décembre 2014  
Espace Paradise | Casablanca

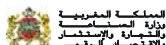
Le rendez-vous des experts  
du Digital et des Technologies de l'Information

- ➔ 30 conférences
- ➔ 10 émissions TV
- ➔ 1 000 décideurs
- ➔ 5 trophées
- ➔ 150 Speed-Demos®



Sous l'égide

Royaume du Maroc  
Ministère de l'Industrie,  
du Commerce, de l'Investissement  
et de l'Economie Numérique



Organisateurs



CHAMBRE FRANÇAISE  
DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE  
DU MAROC



Demandez votre badge sur  
[www.digital-itdays.com](http://www.digital-itdays.com)

INVITATION

## Votre identité

Mme  Mlle  M.

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

E-mail \_\_\_\_\_

Fonction \_\_\_\_\_

Société \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

Pays \_\_\_\_\_

Tél \_\_\_\_\_

Fax \_\_\_\_\_

GSM \_\_\_\_\_

Effectif de l'entreprise \_\_\_\_\_

La CFCIM traite de données personnelles vous concernant afin de vous enregistrer en tant qu'exposant lors du salon ou de l'évènement faisant l'objet du présent contrat et d'organiser vos venues, interventions et services au cours de celui-ci. Les destinataires des données vous concernant sont les collaborateurs de la CFCIM et ses partenaires organisateurs.

Conformément à la loi n°09-08, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou les supprimer, par courrier à l'adresse : service Responsable conformité, 15 avenue Mers Sultan - 20130 Casablanca (Seules les demandes signées, accompagnées de la photocopie d'une pièce d'identité, seront traitées). Le Récépissé CNDP est en cours de demande.

## SYSTÈMES D'INFORMATION

- Cabinet Conseil en système d'information
- Conseil en green IT
- Conseil en Management de Services
- Editeurs d'ERP
- Editeurs de CRM
- Editeurs d'outils décisionnels / BIRE
- Editeurs de solutions ASP
- Editeurs de SRM
- Infrastructure
- Intégrateurs d'ERP / CRM / BI / SRM
- ITIL
- Logiciels de virtualisation
- Monitoring
- Solutions de mobilité pour force de vente

## RÉSEAUX ET TELECOMS

- Aménageur numérique de Très Haut Débit
- Fournisseur de solutions de visioconférence
- Fournisseur de terminaux IP
- Hébergeur
- Installateur de convergence IP
- Installateur de réseaux wifi
- Installateur de téléphonie mobile
- Opérateur de convergence IP
- Opérateurs de téléphonie mobile

## CLOUD COMPUTING

- Administration
- Cloud Computing
- Datacenter
- Développement
- Haute dispo
- Hébergement
- IaaS
- Infogérance
- Infrastructure
- Messagerie
- Mobilité

- Paas
- Poste de travail
- PCA
- PRA
- Réseaux
- SaaS
- Services managés
- Stockage
- Tests/Mesures
- Virtualisation

## WEB SERVICES

- Web design
- Web agency
- Web marketing
- Buzz Marketing
- Société de Services en Ingénierie Informatique (SSII)
- Illustration 3 D
- Web graphisme
- E-commerce
- Social Media

## MOBILITÉ

- Applications mobiles et middlewares
- Distributeurs/Revendeurs
- Fournisseurs et services de contenu
- Opérateurs Telecom
- Outils et Terminaux
- Plates-formes de développement
- Portails mobiles et solutions
- ASP
- Sales Force / Force Field Automation
- Véhicules communicants

## DÉMATÉRIALISATION

- Conseil en dématérialisation des marchés publics
- Plateforme de travail collaboratif
- Solutions d'ECM

- Solutions de facturation électronique
- Solutions de GED
- Solutions de Web EDI
- Tiers certificateur de confiance

## SÉCURITÉ

- Editeurs, constructeurs, sociétés de conseils, prestataires de services, distributeurs en
- Archivage des données
- Sauvegarde externalisée des données
- Logiciels de récupération des données
- Logiciels antivirus et antisipam
- Sécurisation du poste de travail
- Sécurisation du système d'information

## TRAÇABILITÉ

- Editeurs, fabricants, distributeurs, VAR en
- Codes-Barres
- Codes 2D
- Géolocalisation
- Impression/Encodage
- Middleware et logiciels spécialisés
- NFC
- RFID
- Terminaux
- Traçabilité
- Vocal
- WIFI
- WMS

## Autre

- Formation
- Institutionnel

# Visiter DIGITAL IT DAYS, c'est accéder à :

un évènement  
B-to-B  
performant

un village  
d'entreprises  
proposant des  
solutions  
complémentaires

une animation  
riche  
et originale

2 jours  
au coeur  
de l'actualité  
IT et digitale

## Sous l'égide

Royaume du Maroc  
Ministère de l'Industrie,  
du Commerce, de l'Investissement  
et de l'Économie Numérique



المملكة المغربية  
وزارة الصناعة  
والتجارة والاستثمار  
والاقتصاد الرقمي

## Organisateurs



CHAMBRE FRANÇAISE  
DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE  
DU MAROC



## Contact

Mehdi LAËCHACH

Tél. : 05 22 43 96 29

mllaachach@cfcim.org

## Votre identité

Mme  Mlle  M.

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

E-mail \_\_\_\_\_

Fonction \_\_\_\_\_

Société \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

Pays \_\_\_\_\_

Tél \_\_\_\_\_

Fax \_\_\_\_\_

GSM \_\_\_\_\_

Effectif de l'entreprise \_\_\_\_\_

La CFCIM traite de données personnelles vous concernant afin de vous enregistrer en tant qu'exposant lors du salon ou de l'évènement faisant l'objet du présent contrat et d'organiser vos venues, interventions et services au cours de celui-ci. Les destinataires des données vous concernant sont les collaborateurs de la CFCIM et ses partenaires organisateurs.

Conformément à la loi n°09-08, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou les supprimer, par courrier à l'adresse : service Responsable conformité, 15 avenue Mers Sultan - 20130 Casablanca (Seules les demandes signées, accompagnées de la photocopie d'une pièce d'identité, seront traitées). Le Récépissé CNDP est en cours de demande.

## SYSTÈMES D'INFORMATION

- Cabinet Conseil en système d'information
- Conseil en green IT
- Conseil en Management de Services
- Editeurs d'ERP
- Editeurs de CRM
- Editeurs d'outils décisionnels / BIRE
- Editeurs de solutions ASP
- Editeurs de SRM
- Infrastructure
- Intégrateurs d'ERP / CRM / BI / SRM
- ITIL
- Logiciels de virtualisation
- Monitoring
- Solutions de mobilité pour force de vente

## RÉSEAUX ET TELECOMS

- Aménageur numérique de Très Haut Débit
- Fournisseur de solutions de visioconférence
- Fournisseur de terminaux IP
- Hébergeur
- Installateur de convergence IP
- Installateur de réseaux wifi
- Installateur de téléphonie mobile
- Opérateur de convergence IP
- Opérateurs de téléphonie mobile

## CLOUD COMPUTING

- Administration
- Cloud Computing
- Datacenter
- Développement
- Haute dispo
- Hébergement
- IaaS
- Infogérance
- Infrastructure
- Messagerie
- Mobilité

- Paas
- Poste de travail
- PCA
- PRA
- Réseaux
- SaaS
- Services managés
- Stockage
- Tests/Mesures
- Virtualisation

## WEB SERVICES

- Web design
- Web agency
- Web marketing
- Buzz Marketing
- Société de Services en Ingénierie Informatique (SSII)
- Illustration 3 D
- Web graphisme
- E-commerce
- Social Media

## MOBILITÉ

- Applications mobiles et middlewares
- Distributeurs/Revendeurs
- Fournisseurs et services de contenu
- Opérateurs Telecom
- Outils et Terminaux
- Plates-formes de développement
- Portails mobiles et solutions
- ASP
- Sales Force / Force Field Automation
- Véhicules communicants

## DÉMATÉRIALISATION

- Conseil en dématérialisation des marchés publics
- Plateforme de travail collaboratif
- Solutions d'ECM

- Solutions de facturation électronique
- Solutions de GED
- Solutions de Web EDI
- Tiers certificateur de confiance

## SÉCURITÉ

- Editeurs, constructeurs, sociétés de conseils, prestataires de services, distributeurs en
- Archivage des données
- Sauvegarde externalisée des données
- Logiciels de récupération des données
- Logiciels antivirus et antisipam
- Sécurisation du poste de travail
- Sécurisation du système d'information

## TRAÇABILITÉ

- Editeurs, fabricants, distributeurs, VAR en
- Codes-Barres
- Codes 2D
- Géolocalisation
- Impression/Encodage
- Middleware et logiciels spécialisés
- NFC
- RFID
- Terminaux
- Traçabilité
- Vocal
- WIFI
- WMS

## Autre

- Formation
- Institutionnel

## Développement à l'international

La CFCIM vous accompagne sur les salons professionnels

### Environnement



**Du 2 au 5 décembre 2014**  
Eurexpo, Lyon  
[www.pollutec.com](http://www.pollutec.com)

Pollutec, salon mondial de l'environnement et de l'énergie, rassemble l'ensemble des équipements, des technologies et des solutions innovantes. 2 300 exposants, répartis sur 9 secteurs d'activité 100 000 m<sup>2</sup> de surface d'exposition Près de 65 000 visiteurs professionnels 400 conférences animées par des experts

#### Qui visite ?

- Directeurs ou responsables environnement et développement durable
- Prescripteurs : cabinets d'études, d'ingénierie, architectes, consultants
- Décideurs finaux : gérants, commerçants, artisans, chefs de service
- Responsables de l'urbanisme, des espaces verts et publics des collectivités
- Responsables hygiène et sécurité des industries, des collectivités et des hôpitaux
- Laboratoires de recherche, grandes écoles, universités

#### Secteurs présents :

- Déchets : solutions pour collecter, traiter, recycler ou valoriser les déchets
- Eau et eaux usées : équipements et technologies de gestion et dépollution de l'eau
- Energies : solutions innovantes au service de la performance énergétique
- Instrumentation, métrologie,

automation : outils d'analyse et de mesure des pollutions et de contrôle des procédés

- Air : technologie pour la préservation de la qualité et l'air intérieur et extérieur
- Risques : solutions de prévention et de gestion des risques
- Sites et sols : conseils et solutions pour sécuriser et réhabiliter les sites pollués
- Produits et développement durable
- Collectifs et institutionnels : vitrines des savoir-faire régionaux

#### 3 grands focus :

- Développement urbain durable
- Production industrielle performante
- Développement durable en milieu hospitalier

**Contact : Nadwa el Baïne Karim**  
Tél. : 0522 43 96 23 ou 24  
Email : [nelbaine@cfcim.org](mailto:nelbaine@cfcim.org)

### Agroalimentaire



**Du 8 au 12 février 2015**  
Dubai – Emirats Arabes Unis  
[www.gulfood.com](http://www.gulfood.com)

Gulfood est l'un des rendez-vous les plus importants du commerce alimentaire, des boissons et de l'hôtellerie dans le monde.

#### Gulfood en chiffres :

- 4 500 exposants attendus
- 110 pavillons internationaux
- 113 398 m<sup>2</sup> de surface d'exposition
- 152 pays représentés
- Près de 80 000 visiteurs

#### Qui visite ?

- Traiteurs
- Chefs de cuisine
- Propriétaires de café et bars
- Gérants d'hôtels et restaurants
- Investisseurs
- Architectes
- Grossistes et détaillants

**Contact : Khadija Mahmoudi**  
Tél. : 0522 43 96 24  
Email : [kmahmoudi@cfcim.org](mailto:kmahmoudi@cfcim.org)

### Agriculture



**Du 21 février au 1<sup>er</sup> mars 2015**  
Paris Portes de Versailles  
[www.salon-agriculture.com](http://www.salon-agriculture.com)

- 1 300 exposants et plus de 4000 animaux
- 690 000 visiteurs

Le SIA, Salon International de l'Agriculture, est le rendez-vous incontournable de l'élevage et de la génétique.

#### Les 4 univers du salon :

- Elevage et filières : bovins, ovins, caprins, porcins, équins, canins, félins et aviculture
- Gastronomie d'ici et d'ailleurs : produits des terroirs français de métropole et d'Outre-Mer
- Cultures et filières végétales : jardin, cultures et filières végétales, habitat rural et environnement,
- Service et métiers de l'agriculture : ministères, organisations professionnelles agricoles, syndicats

**Contact : Nadwa el Baïne Karim**  
Tél. : 0522 43 96 23 ou 24  
Email : [nelbaine@cfcim.org](mailto:nelbaine@cfcim.org)

### Agriculture



**Du 22 au 26 février 2015**  
Paris Nord Villepinte  
[www.simaonline.com](http://www.simaonline.com)

- 1700 exposants de 48 pays
- 215 000 visiteurs
- 27 hectares d'exposition
- Plus de 50 forums et événements

SIMA, le Salon International de la Machine Agricole présentera une offre complète du monde agricole :

- Tracteurs et matériels de traction
- Composants, pièces et accessoires, électronique embarquée
- Travail du sol, semis, plantation
- Récolte (fourrages, céréales, tubercules, fruits et légumes)
- Nettoyage, tri, séchage, conditionnement
- Equipements pour cultures tropicales et spécialisées
- Manutention, transport, stockage et bâtiments
- Matériels et équipements d'élevage
- Traite et équipements laitiers
- Eleveurs, sélectionneurs, associations d'éleveurs
- Création et entretien de l'espace rural et forestier
- Equipements pour les espaces verts
- Développement durable, énergies renouvelables
- Institutionnels, services, conseil
- Gestion, informatique, logiciels

**Contact : Nadwa el Baïne Karim**  
Tél. : 0522 43 96 23 ou 24  
Email : [nelbaine@cfcim.org](mailto:nelbaine@cfcim.org)



Accélérez votre développement à l'international

Un réseau de 4 000 entreprises membres  
Une équipe biculturelle de 100 collaborateurs



[www.cfcim.org](http://www.cfcim.org)



## Mot du Chef du Service économique de l'Ambassade de France



Philippe Baudry

▶ philippe.baudry@dgtresor.gouv.fr

### Quelles énergies pour le Maroc ?

L'Agence Internationale de l'Energie (AIE) vient de passer en revue, pour la première fois, la politique énergétique marocaine. L'agence a relevé en premier lieu la forte dépendance du Maroc (91 % de l'énergie utilisée provient de l'étranger) et le poids des

importations (charbon, pétrole et produits pétroliers achetés sur les marchés, gaz algérien, électricité espagnole) sur la balance des paiements et le budget de l'État. Malgré ces handicaps, le Maroc a connu des réalisations remarquables depuis 20 ans : diversification du bouquet énergétique (centrales au charbon en PPP, centrale fonctionnant au gaz de transit du gazoduc Maghreb-Europe), électrification rurale (98 % de la population couverte), interconnexion électrique avec l'Espagne, libéralisation du marché des produits pétroliers, effort d'exploration des hydrocarbures, programme ambitieux d'énergies renouvelables et réforme en cours de la compensation.

L'AIE encourage cependant les autorités marocaines à poursuivre leurs actions dans plusieurs domaines : mettre en place l'autorité de régulation de l'énergie, accroître l'effort en matière d'efficacité énergétique, réduire les subventions au gaz butane, développer la R&D en matière d'énergies renouvelables (photovoltaïque notamment) et ouvrir la moyenne tension aux producteurs privés. ▶

## L'économie en mouvement

### Un chiffre en perspective

# 2,75%

Bank Al-Maghrib a abaissé son taux directeur à 2,75 %, contre 3 % auparavant

Bank Al-Maghrib (BAM) a décidé le mardi 23 septembre d'abaisser son taux directeur à 2,75 %, après une période de stabilité de plus de deux ans à 3 %. La dernière baisse, de 25 points de base, était intervenue en mars 2012. Il s'agit là d'une première puisque le taux directeur n'était jamais passé, jusqu'à présent, sous la barre symbolique des 3 %.

Le gouverneur de Bank Al-Maghrib, justifie cette évolution par la nécessité de redynamiser une croissance non agricole atone, en encourageant les entreprises à reprendre la voie du développement. Dans cet objectif, l'abaissement du taux directeur devrait pousser les banques à faciliter les conditions d'octroi des crédits, aux TPME en particulier.

M. Jouahri rappelle toutefois que la BAM ne renonce pas pour autant à son objectif de maîtrise de l'inflation. En effet, le risque de hausse des prix semble aujourd'hui limité, la prévision d'inflation étant en ligne avec l'objectif de stabilité des prix.

Date	Taux directeur
23/09/2014	2,75 %
27/03/2012	3,00 %
25/03/2009	3,25 %
24/09/2008	3,50 %
26/12/2002	3,25 %
19/03/2002	3,75 %
08/11/2001	4,25 %
21/03/2001	4,75 %

Source : Bank Al-Maghrib

## Fiche express

### La bourse de Casablanca clôture le premier semestre de l'année sur des performances en demi-teinte (MASI +1,23% / MADEX +1,27%)

Les deux principaux indices boursiers, le Masi et le Madex, ont enregistré respectivement des hausses de 1,23 % et de 1,27 % au premier semestre 2014, la valorisation globale du marché atteignant 456,56 Mds MAD, en hausse de 1,19 %. Si les trois premiers mois de l'année ont été caractérisés par une tendance haussière, le marché s'est orienté à la baisse à partir d'avril. Plusieurs événements contribuent à expliquer ce retournement, notamment les publications annuelles décevantes des entreprises cotées et la révision à la baisse des perspectives de croissance 2014 par le Haut-Commissariat au Plan.

Au total, 29 des 76 sociétés cotées ont clôturé le premier semestre sur des performances négatives, comme CGI (-3,43 %,

retirée depuis de la cote) ou BMCE Bank (-0,24 %). Ces résultats décevants ont été compensés par la bonne performance de la plupart des valeurs « majeures », en particulier dans le secteur du BTP avec Holcim (+18,97 %), Ciments du Maroc (+15,18 %) ou Lafarge Ciments (+6,69 %), permettant à la place de clôturer le premier semestre dans le vert.

Au global, les échanges s'essouffent sur le semestre. Leur reprise conditionnera probablement les performances annuelles de la bourse de Casablanca ; l'entrée en vigueur de projets de loi tels que le prêt-emprunt de titres et le marché à terme devrait y contribuer.

▶ baptiste.pecorari@dgtresor.gouv.fr

▶ baptiste.pecorari@dgtresor.gouv.fr

## Secteur à l'affiche

### La veille stratégique au service de la compétitivité

Le Ministère de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique a organisé le 21 octobre dernier une rencontre sur le thème « La veille stratégique au service de la compétitivité ». L'objectif était d'engager une réflexion pour la mise en place d'un dispositif de veille dédié aux secteurs sous sa tutelle et en faire un véritable outil de décision, qui a vocation à être partagé avec d'autres structures. Le Ministère est accompagné dans ce projet par la société Global Intelligence Partners, dirigée par Abdelmalek Alaoui. Près de 150 personnes ont assisté à cette rencontre (Ministères, CRI, Wilaya, Banques, HCP, Apebi, ANRT, Fonds Hassan II, etc.).

En ouverture, Moulay Hafid Elalamy, a rappelé l'importance de la fiabilité des indicateurs pour prendre des décisions et bien sûr construire des stratégies. Latifa El Khadri, Directrice des statistiques et de la veille, qui a piloté l'organisation de cet événement, a rappelé le contexte actuel qui impose la mise en place d'une veille stratégique en raison, entre autres, des mutations socio-économiques, financières et technologiques dans le monde et des besoins grandissants des acteurs publics et privés en termes d'information.

Les 2 ateliers sectoriels (Industrie et Commerce & TIC) menés par 2 experts en intelligence économique, Jérôme Bondu et Ahmed Azirar, avaient pour objectif d'identifier les thématiques à surveiller pour l'orientation des choix stratégiques desdits secteurs. Il est à noter que le Ministère, à travers les Observatoires marocains de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies, a d'ores et déjà mis en ligne un ensemble de données, d'indicateurs cartographiés et d'analyses relatifs à chaque secteur.

► laurence.jacquot@dgtresor.gouv.fr

## Relations France-Maroc

### Forte implication des acteurs français de la ville durable dans le cadre de Pollutec Maroc

**P**ollutec Maroc a permis de valoriser le modèle français de la ville durable grâce à quatre conférences organisées sur le salon sous l'égide de Vivapolis, avec la participation de Mme Pappalardo, Fédératrice du « Mieux vivre en ville ». Le salon a connu une participation active des entreprises françaises (le pavillon français était le plus important) et a donné lieu à des déclarations de la ministre en charge de l'environnement relatives à la systématisation du recyclage des déchets et à sa conception de la fiscalité écologique.



© Michèle Pappalardo

#### Conférences Vivapolis

En ouverture des conférences sur le thème de la ville durable organisées par le Service économique et Syntec Ingénierie (en la personne de Patrick-Yann Dartout), Mme Pappalardo a présenté la démarche Vivapolis. Les ateliers qui ont suivi ont permis à des entreprises françaises de présenter leur expertise dans les quatre thématiques suivantes : déchets-énergie (Suez-Environnement, AR VAL, Lafarge et EDDA Energie), eau (Eaux de Marseille, Alliance Environnement et Prédicit), mobilité urbaine (Arep, Transitec et SCE) et tourisme (Cerway ; l'ADEME a présenté le projet ShMile 2 dont l'objectif est de promouvoir le tourisme durable et la diffusion de l'Ecolabel européen en Méditerranée).

#### Participation d'entreprises du secteur de l'eau de la région du Languedoc-Roussillon

Jean-Claude Gayssot, Vice-Président de la région du Languedoc-Roussillon, a conduit au Maroc une délégation de 7 entreprises, adhérentes de l'association Swelia, créée en 2006 à l'initiative des entreprises de la filière « Eau » implantées en Languedoc-Roussillon.

#### Portage de PME lorraines et normandes au Maroc par Total

Total est engagé dans le portage de PME à l'international, en particulier celles issues des régions où le groupe a des activités. Le groupe pétrolier a ainsi appuyé 12 PME des CCI de Lorraine et de Normandie, leur permettant de présenter leur expertise sur le Pavillon France.

► laurence.jacquot@dgtresor.gouv.fr

## Affaires à suivre



**Ghita Lahlou El Yacoubi** vient d'être nommée Directrice de la future Ecole Centrale de Casablanca, annonce faite le 27 octobre dernier lors de la cérémonie de pose de la première pierre. Diplômée de Centrale Paris, Mme Lahlou El Yacoubi faisait partie jusqu'alors de l'équipe dirigeante du groupe Saham

►►► **Driss El Rhazi est le nouveau Directeur général de Sogea Maroc**, filiale du groupe Vinci construction en remplacement de Xavier Marchyllie qui était également Président. Il était précédemment directeur général adjoint. M. El Rhazi est diplômé de l'Ecole Spéciale des Travaux Publics de Paris et du Centre des Hautes Etudes de la Construction

►►► **Dans le cadre de la convention de partenariat entre Thalès et l'Université Internationale de Rabat**, signée en avril 2013 lors de la visite du Président de la République, Thalès s'est engagé à faire intervenir des experts à l'UIR dans les filières « aéronautique » et « cyber sécurité », à proposer des stages et à organiser des visites de sites industriels en France au profit des étudiants. Une visite des sites de Thales Alenia Space, Thales Avionics et Airbus a donc été organisée du 30 septembre au 2 octobre 2014

►►► **Le 23 octobre dernier, le Conseil de gouvernement** a adopté un projet de loi relatif aux organismes de placement collectif immobilier (OPCI), un véhicule financier qui, selon les professionnels du secteur, joue un rôle déterminant dans l'externalisation des murs et est un produit financier attractif, pour canaliser une partie de l'épargne à long terme.

## Indicateurs économiques et financiers

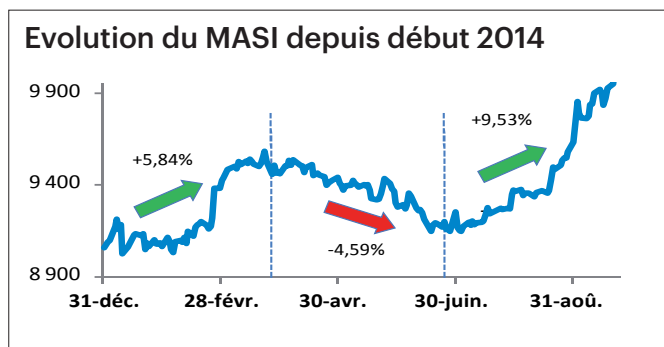
Retrouvez chaque mois dans *Conjoncture* les principaux indicateurs économiques et financiers du Maroc. Une rubrique réalisée par MAROGEST.

MAROGEST  
SOCIÉTÉ DE GESTION

### I - Marché Boursier

#### La dégringolade enrayée

Alors que l'on s'attendait à ce que le marché boursier traverse une période estivale assez calme, à l'instar des précédentes années, ce dernier a été étonnamment plus mouvementé cette année. Les indices boursiers ont, de leur côté, tous emprunté le chemin de la hausse. A commencer par l'indice de toutes les valeurs cotées, le Masi, qui a pleinement profité de la reprise des deux plus grandes capitalisations de la place « IAM et ATW », en plus des valeurs énergétiques, et des deux cimentiers Lafarge et Holcim, pour réaliser une performance trimestrielle saisissante de 9,26 %, et franchir par la même occasion, et pour la première fois depuis Juillet 2012, la barre symbolique des 10 000 points. Le baromètre des valeurs les plus actives a fait de son côté légèrement mieux en clôturant la période sur une hausse de 9,87 % à 8 254 points. Pour sa part, la capitalisation boursière s'est appréciée de 40,5 Mrds à 497 Mrds, suite au rétablissement des cours des sociétés cotées. S'agissant des forces ayant alimenté cette poussée positive, figure



en premier lieu les anticipations favorables dressées autour des réalisations semestrielles des sociétés de la cote. D'un œil critique, soulignons que la percée positive des résultats a été plutôt modeste et qu'elle a occulté de fortes disparités, dépendamment de la situation sectorielle de chaque société. Elle demeure néanmoins très intéressante dans la mesure où elle survient dans un contexte macroéconomique peu favorable aux affaires, avec notamment la baisse avérée de l'activité agricole, l'accroissement modéré des activités non agricoles, la baisse du rythme de croissance de la consommation, la décompensation additionnelle sur les combustibles, la hausse du SMIG, et la décélération de l'investissement notamment sur le marché immobilier.

Le deuxième facteur ayant donné un coup de pouce au marché des actions dans son ascension, est l'arbitrage graduel qui se fait en faveur des actions, en relation avec la baisse continue qui lamine le marché des taux, et qui détourne l'attention des investisseurs de ce segment devenu peu lucratif.

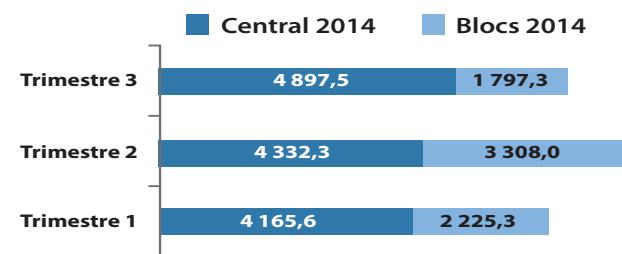
Notant bien, qu'en raison de l'asymétrie entre la percée réalisée sur le marché boursier, et celle des résultats des sociétés de la cote, la place marocaine est devenue davantage plus chère, avec un PER 2014 estimé de 17,5x, et moins rémunératrice, étant donné que le rendement du dividende « D/Y » a dégringolé à 3,9 %.

#### Un dynamisme en raffermissement

Coté échanges, la volumétrie globale de la place enregistre au titre de ce troisième trimestre un net raffermissement pour s'établir à 6,7 Mrds, contre 2,7 Mrds de DH à la même période de l'an dernier. Cette variation intègre une hausse des volumes réalisés sur le marché central (4,9 Mrds, VS 2,7 Mrds en T3-2013), et sur le marché de Blocs (1,8 Mrds, VS 88 MDH un an plus tôt). Le flux annuel drainé sur le compartiment central atteint pour l'occasion 13,4 Mrds de DH. Il demeure concentré autour des Blue Chips de la place, avec en tête de liste des valeurs les plus actives AttijariWafa Bank qui brasse 2,1 Mrds, suivie par Itissalat Al-Maghrib et ADDOHA qui arrivent ex aequo avec 1,49 Mrds brassé par chacune d'entre elles.

Le concernant, le marché de blocs a canalisé 7,3 Mrds depuis le début de l'année. La plus grande opération sur ce compartiment a porté sur la cession des 6 % de participation de l'Etat marocain dans le capital de la BCP aux BPR pour une valeur de 2,05 Mrds de DH. La deuxième, d'un montant de 1,9 Mrds de DH, a concerné la vente par la SNI de 24,2 % du capital de Cosumar au profit d'un consortium d'institutionnels marocains. Pour la dernière, il s'agit de l'acquisition par Holmarcom de 30 % du capital d'Atlanta, à 1,2 Mrds de DH.

#### Volumétrie du marché des actions en MDH

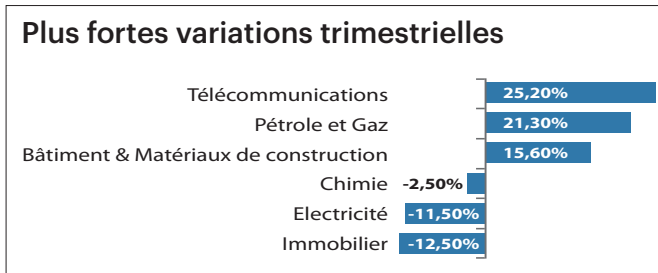


Soulignons, en revanche, que la récente envolée des échanges n'a pas suffi pour absorber le retard accusé sur le premier semestre de l'année. La volumétrie globale enregistrée sur le marché accusant toujours un retrait notoire de près de 22 % par rapport aux neufs premiers mois de 2013. Par ailleurs, le dynamisme affiché n'aura certainement pas suffi pour dissuader le groupe FTSE (Financial Times Stock Exchange) de rétrograder le marché boursier marocain du rang de « Marché émergent » à celui de

« Marché frontière ». Une décision actée le 22 septembre 2014 pour motif du manque récurrent de liquidité sur la place marocaine. Rappelons que l'indice MSCI avait déjà opéré le même ajustement en juin 2013.

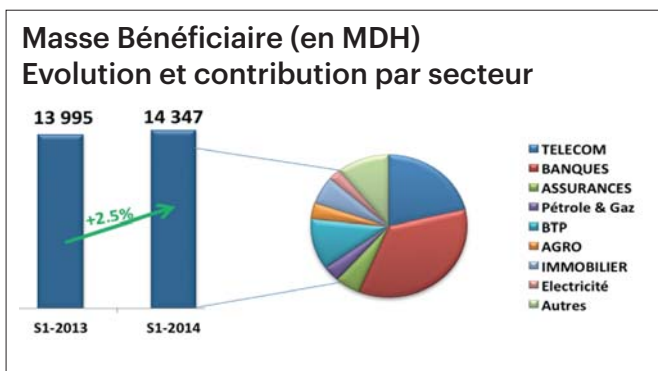
## Bonne orientation des secteurs

Au volet des performances sectorielles, 14 secteurs affichent une évolution trimestrielle positive contre 7 durant le deuxième trimestre.



## Zoom sur les résultats semestriels des sociétés cotées

Vus dans leur ensemble, les résultats de ce premier semestre sont relativement bien orientés avec une hausse du chiffre d'affaires consolidé des sociétés de la cote de 5,6 % à 124 Mrds de DH, du résultat d'exploitation de 1,2% à 24 815 Mrds de DH, et du RNPG de 2,5% à 14,3 Mrds de DH. Les principaux contributeurs à cette performance sont les bancaires qui ont profité des plus-values engrangées sur les activités de marchés, ainsi que de la montée en puissance de la participation de leurs filiales africaines, pour afficher un RNPG en hausse de 7,6% à 5 Mrds de DH, et concourir à hauteur de 2,53% à la croissance du RNPG consolidé des sociétés de la cote. Jlec, la toute dernière recrue de la bourse, n'est pas passée inaperçue ce semestre avec une contribution positive de 2,03% aux résultats, attribuable à la comptabilisation d'une compensation financière de 378 MDH, lui ayant été accordée suite au retard de construction des unités 5 et 6.



La Samir qui arrive à faire passer ses indicateurs au vert, grâce au lancement de sa filiale de distribution (SDCC), et aux accords passés avec les distributeurs locaux, n'a pas été en reste ce semestre, avec une contribution à la croissance des résultats de la cote de 0,76%. En revanche, le secteur de télécommunications et celui des mines ont brutalement amorti cette orientation positive sous l'effet des pressions concurrentielles qui s'exercent sur le premier, et de la baisse des cours des matières premières qui pénalise le second.

Notant, en dernier lieu, la légère érosion de la marge d'exploitation agrégée des sociétés de la cote qui baisse de 0,9 points à 20,4%, et de la marge nette qui se rétracte de 0,5 points à 11,8%.

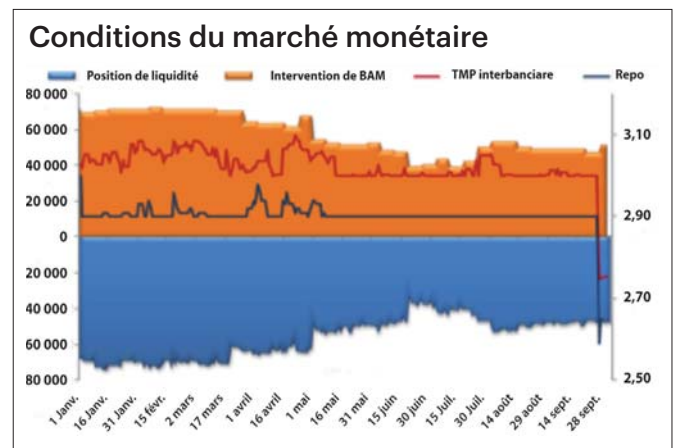
## II - Marché Monétaire :

Après avoir connu une amélioration tout au long des six premiers mois de l'année 2014 grâce essentiellement à l'injection de liquidité induite par la réduction du taux de la réserve monétaire à 2 %, le raffermissement des réserves internationales nettes en lien avec la réalisation des dons en provenance des pays du CCG et de la sortie de l'OCP sur le marché international ainsi que la hausse des placements du trésor, la situation de la liquidité bancaire s'est légèrement dégradée au cours du troisième trimestre. En effet, le déficit de liquidité des banques s'est creusé de 12 Mrds de DH par rapport à fin juin 2014 pour s'afficher à 49 Mrds de DH à fin septembre 2014. Cette situation s'explique particulièrement par l'effet restrictif exercé par l'accroissement de la circulation de la monnaie fiduciaire déclenché à l'occasion de la période estivale et la fête d'Aid Al Adha. Cet effet restrictif a été à l'origine d'une ponction de liquidité de 11 Mrds en juillet et de 1.8 Mrds en septembre.

En revanche, il est à signaler que les réserves internationales nettes continuent toujours d'exercer un effet expansionniste sur la liquidité des banques, en témoigne leur moyenne mensuelle qui est passée de 163 Mrds à 175 Mrds de DH d'un trimestre à l'autre.

En dépit de ce léger accroissement du déficit de liquidité, la Banque Centrale a revu à la baisse le montant de ses interventions sur le marché monétaire en ramenant l'encours moyen de la monnaie Banque Centrale de 53 Mrds en second trimestre à 47 Mrds au troisième trimestre de l'année 2014. Ainsi, le montant des avances à 7 jours a été, en moyenne trimestrielle, de 29 Mrds de DH contre 34 Mrds un trimestre auparavant. La Banque Centrale est intervenue également à travers les opérations de prêts garantis ainsi qu'à travers les opérations de pensions à 3 mois dont les encours respectifs au titre du troisième trimestre se sont affichés à 13.9 et 3 Mrds de DH.

Dans le même sillage, le trésor a été à l'origine d'une injection de liquidité via le placement de ses excédents de trésorerie dont le volume moyen quotidien s'est élevé à 14.2 Mrds de DH lors de la dernière semaine du trimestre.



Dans ces conditions, les taux monétaires se sont globalement détendus au cours du 3ème trimestre et cela suite à la révision du taux directeur. Dans le détail, le taux interbancaire moyen pondéré a évolué à des niveaux proches du taux directeur à 3 % jusqu'au 23 septembre 2014 avant de baisser à 2.75 % après la décision de la Banque Centrale. Pareillement, le taux Repo a traité aux alentours de 2.90 % avant d'être réajusté à la baisse de 25 Pbs à 2.65 %.



Jack Lang, Président de l'Institut du Monde Arabe

# « Il faut se réjouir du mélange des cultures et des populations dans un pays, pas le craindre ni s'en émouvoir. »

A l'occasion de la journée de rencontres économiques France-Maroc du 25 novembre prochain à Paris organisée dans le cadre de l'exposition « Le Maroc Contemporain » à l'IMA, Conjoncture reçoit ce mois-ci Jack Lang, Président de l'Institut du Monde Arabe.

**Conjoncture :** Jack Lang, pour commencer, vous souvenez-vous de votre première rencontre avec le Maroc ?

**Jack Lang :** Je me souviens très bien, c'était il y a très longtemps dans les années 70. Grâce à des amis qui vivaient à Rabat, nous avions avec mon épouse Monique entrepris un long périple en voiture, du Nord au Sud. Cela ressemblait à un véritable voyage initiatique tant l'émerveillement était au rendez-vous. Les ambiances, les lieux comme Fès et Marrakech à l'époque étaient magiques. Depuis, nous n'avons plus cessé de revenir.

**Parlons de l'évènement qui se déroule en ce moment à Paris et jusqu'au 25 janvier 2015 à l'Institut du Monde Arabe, « Le Maroc Contemporain », autour d'une exposition d'artistes marocains. Que vous raconte-t-il à vous cet art contemporain marocain ?**

D'abord les mille et une lumières du Maroc, un pays qui se nourrit de toutes les cultures qui l'ont traversé. Les êtres humains sont aussi très présents dans cette exposition. Les personnalités de ces artistes, qui ne sont pas tous très connus, nous montrent une incroyable conscience de leur société, une grande sensibilité

et beaucoup d'autodérision. C'est vivant, parfois un peu provocant et j'ai l'impression que nous avons là un reflet très juste du Maroc d'aujourd'hui, qui a intégré son histoire et qui regarde vers l'avenir. D'ailleurs, j'ai souhaité programmer cette exposition en même temps que « Le Maroc Médiéval » au Musée du Louvre pour montrer que le Maroc contemporain est vivant et en mouvement, et le public est déjà au rendez-vous au-delà de nos espérances.

**L'époque est un peu mouvementée pour certains pays arabes et l'Islam, en particulier, n'est pas toujours perçue de la meilleure façon en France actuellement. Est-ce que le Président de l'Institut du Monde Arabe que vous êtes y pense tous les matins quand il arrive au bureau ?**

C'est vraiment une grande préoccupation, une grande souffrance pour moi. Toute cette violence perpétrée au nom d'une religion qui est une religion de paix et de respect. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire malheureusement qu'une religion est détournée par des fanatiques. Hélas, les êtres humains peuvent commettre les pires horreurs au nom d'une religion ou d'une philosophie. Le Maroc montre un autre modèle et c'est pour ça que j'ai voulu faire inscrire à l'entrée de l'IMA



un extrait du texte de la Constitution Marocaine dans lequel le Maroc revendique la pluralité de ses héritages culturels et spirituels. C'est un hymne à la diversité que découvrent tous les visiteurs en arrivant sur le parvis de l'Institut du Monde Arabe.

**Dans le contexte français actuel avec la montée du Front National et les débats sur l'immigration, c'est votre côté provocateur, ça ?**

C'est surtout un message, même s'il est inscrit dans la Constitution Marocaine, qui vaut aussi pour la France et pour le monde entier. Il faut se réjouir du mélange des cultures et des populations dans un pays, pas le craindre ni s'en émouvoir et s'en plaindre. C'est ma perception des rapports humains. La richesse vient des apports d'autres cultures dans les sociétés et pas le contraire. C'est ce qui a fait et ce qui fait encore, et ce malgré tous les discours qu'on peut entendre en ce moment en France et je le regrette, la grande richesse de la France depuis des siècles.

**Parlons un peu d'économie maintenant. La journée économique France-Maroc que vous organisez le 25 novembre à l'Institut du Monde Arabe, en collaboration avec la Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc (CFCIM), va montrer que les relations économiques entre les deux pays sont au beau fixe et sont entrées dans une nouvelle ère avec davantage d'échanges et une dimension africaine, et le grand moteur de tout ça, c'est l'innovation et la PME.**

Je me réjouis beaucoup de cet esprit d'entreprise et de collaboration du tissu des PME françaises que je connais bien, et des échanges d'affaires « gagnant-gagnant » qui sont réels entre les deux pays dans des secteurs dynamiques. Nous avons voulu montrer toute cette vitalité économique à travers six tables rondes auxquelles participeront de nombreuses personnalités du monde économique marocain et français autour des échanges économiques, du Maroc comme hub africain, du développement durable, de la finance et enfin du secteur associatif. Je suis très heureux qu'on parle aussi d'économie régulièrement à l'Institut du Monde Arabe.

**On ne mêle pas souvent la culture et l'économie et pourtant la culture est aussi un élément de croissance d'un pays comme le sont pour le Maroc, par exemple, l'agriculture et l'industrie. Je suppose qu'en tant qu'ancien Ministre de la Culture, c'est un sujet qui vous parle ?**

Vous n'imaginez pas. Lorsqu'en 1981, j'ai lancé cette formule « Economie et Culture, même combat », je me suis heurté à certaines formes d'incompréhensions. D'un côté, les créateurs craignaient que je salisse leur travail

ou leur mission en invoquant cette dimension économique et de l'autre, des chefs d'entreprise, des hommes politiques qui ne comprenaient pas à quel point un investissement culturel pouvait être source d'emploi, d'attractivité et de développement. Mais, heureusement, les mentalités ont beaucoup évolué depuis cette époque. Au Maroc, le discours du Roi Mohammed VI cet été a évoqué le capital immatériel du Royaume. C'est une façon très directe de mettre en avant la dimension économique de l'investissement culturel, éducatif et scientifique du Maroc. Un investissement culturel est toujours un très bon placement pour l'Economie d'un pays, d'une ville ou d'une région. Regardez la renaissance d'une ville comme Bilbao en Espagne grâce à son musée. L'exemple du Grand Louvre en France est aussi une grande réussite économique malgré toutes les critiques qui nous ont été faites à François Mitterrand et à moi lorsque nous avons voulu révolutionner ce musée qui était très classique et un peu endormi. Avant la réorganisation du Musée du Louvre, il y avait deux millions de visiteurs par an. Il y en a maintenant plus de 9 millions. Ici, une ville comme Essaouira n'aurait certainement pas connu un développement aussi rapide sans son festival et la formidable activité culturelle initiée par André Azoulay.



**« Un investissement culturel est toujours un très bon placement pour l'Economie d'un pays, d'une ville ou d'une région. »**

**Vous auriez pu être un bon Ministre de la Culture du Maroc, mais en tant que Président de l'Institut du Monde Arabe, vous êtes un « super » Ministre de la Culture du Monde Arabe, vous restez dans votre élément ?**

Oui, j'ai cette chance. Au Maroc, la Culture est une donnée importante depuis quelques années. Sa Majesté le Roi Mohammed VI est un homme cultivé, érudit et passionné par le Patrimoine, mais aussi par l'Art Contemporain. Il nous a apporté sur cette exposition « Le Maroc Contemporain » un soutien immédiat qui fut déterminant. Je pourrais citer aussi la Fondation Nationale des Musées dirigée par Medhi Qotbi, les magnifiques festivals qui sont devenus très populaires, le futur nouveau Théâtre de Casablanca, celui de Rabat... J'ai l'impression que la Culture contemporaine est l'une des cartes maîtresses du Maroc d'aujourd'hui.

► Propos recueillis par Franck Mathiau

# TRANSFARO

Transit & Transport International

OUR TEAMS strive to deliver competitive rates and solutions for our reputed clients around the world. We deliver the highest levels of speed, efficiency and reliability.

ISO 9001:2008  
BUREAU VERITAS  
Certification



App Iphone  
&  
Android



## OUR LOGISTICS SERVICES INCLUDE

DOOR TO  
SERVICES FREIGHT

FORWARDING  
AIR & SEA

CUSTOM  
CLEARANCE

Follow us on  
FACEBOOK



[www.transfaro.com](http://www.transfaro.com)

Email : [transfaro@transfaro.com](mailto:transfaro@transfaro.com)

Phone : +(212) 522 98 08 33 +(212) 522 98 73 34 Fax : +(212) 522 23 33 79 +(212) 522 98 53 36

119, Bd Bir Anzarane - Rés. Ramzi B - Maârif - 20100 Casablanca - Maroc

# ZOOM

- p. 34** Six pôles portuaires et mille et une façons de vivre l'eau
- p. 36** Interactions avec les autres secteurs économiques  
Les ports leviers de croissance
- p. 38** Echanges Europe, Afrique, Moyen-Orient...  
Maroc, passage maritime incontournable
- p. 40** Monographie des ports au Maroc  
Une position géostratégique privilégiée !
- p. 42** Tanger s'éveille



© DR

## Le secteur maritime et portuaire au Maroc

Le transport maritime représente 80 % des échanges mondiaux. Au Maroc, les ports assurent 98 % des échanges externes du Royaume et constituent de ce fait un secteur vital pour son économie. 38 ports de commerce, de pêche et de plaisance assurent l'activité de Saïdia jusqu'à Dakhla. Conjoncture vous propose de découvrir ce mois-ci pourquoi le secteur portuaire et maritime est une des clés de la réussite du Maroc aujourd'hui et demain.

Dossier coordonné par Franck Mathiau

# Six pôles portuaires et mille et une façons de vivre l'eau

Optimiser les capacités portuaires fait partie de la stratégie nationale de développement portuaire. Chaque pôle selon sa position géographique et sa proximité de secteurs industriels développe ses activités. Les ports sont devenus des éléments structurants majeurs

**N**ador à elle seule constitue un pôle portuaire. C'est que cette petite ville n'arrête pas de grandir et que si elle regarde vers l'Europe ce n'est pas par hasard. Sa proximité devrait, à terme, mener à un mode maritime plus développé entre les deux continents et le tourisme y aura une place de choix. Pour l'instant, ses trafics traditionnels tels le charbon et les produits sidérurgiques devraient être optimisés et valorisés à l'horizon des dix à quinze prochaines années. Nador n'a pas dit son dernier mot, elle continue à développer ses autoroutes et ses voies ferrées, et des parcs industriels s'y installent. Même si on a du mal à le croire aujourd'hui, ce port devrait même (et à terme) concurrencer celui de Casablanca ! Mais le développement du pôle Oriental dépend de la stratégie adoptée par l'ONE qui devrait se préciser d'ici 2023. Si ce dernier décide de s'orienter vers un renforcement du charbon ou vers l'implantation du GNL comme combustibles énergétiques sur l'Oriental, le port de Nador ville deviendrait inadapté. Ce qui rendrait indispensable la construction de la baie de Betoja. En clair, les trafics actuels du port seraient orientés vers ce nouveau port. Le port de Nador Ville s'orienterait dans ce cas précis vers le tourisme, faisant écho au projet des 7 cités de la lagune de Marchica, tout en conservant ses liaisons ferrées avec l'Europe. Les besoins annuels du trafic au port de Nador à l'horizon 2030, hors produits énergétiques (charbon et GNL), seraient de 10 MT de marchandises et 1 900 000 passagers dont 200 000 croisiéristes !

### Le pôle du Nord-Ouest

Ce pôle sera celui des loisirs, de la plaisance et des voyages. Il est en interaction directe avec le secteur touristique. Le site de Tanger Ville en assurera l'accueil. Croisières et plaisance au menu de ce port avec, bien sûr, les ferrées rapides assurant la liaison avec Tarifa. Tanger, sa situation unique au monde, point de rencontre de la Méditerranée

et e l'Atlantique sera la référence en matière de croisière. Ce projet s'étale sur 84 hectares et inclut des infrastructures pouvant accueillir les plus grands paquebots de croisière, un nouveau port de pêche, un terminal passagers fast ferry sur le Détroit, une nouvelle gare maritime, des espaces de services et culturels (musée, palais des congrès...), des espaces commerciaux, des zones de restauration, des bureaux et des espaces résidentiels. Cette stratégie s'accompagne par le développement de liens forts avec les Açores et les Canaries. La fin des travaux est prévue en 2016 et d'ici 2020, il a la prétention d'accueillir 750 000 touristes.

Le mastodonte Tanger-Med est un véritable hub méditerranéen. Il en a la capacité et a adopté la stratégie qui va avec.

Situé sur la voie maritime la plus fréquentée au monde, il laisse transiter plus de 100 000 bateaux par an ! Tanger Med est une plateforme logistique portuaire au service des compagnies maritimes leader dans le trafic conteneurisé, les vrac liquides, les véhicules et les marchandises diverses... ! Ce port est caractérisé par ses plateformes de transbordement. Pour poursuivre son expansion, Tanger Med 2, avec une capacité de 5,2 millions de conteneurs viendra s'ajouter aux 3 millions de conteneurs de Tanger Med 1. Donnant ainsi naissance à un leader en Méditerranée et en Atlantique !

### Le pôle Kénitra-Mohammédia-Casablanca

Le rôle qui incombe au port de Casablanca est lourd. La ville économique devrait porter un port à la hauteur de ses ambitions mais sans asphyxier ses habitants et tout en respectant son urbanisme. Cela semble beaucoup de choses à la fois. Mais de fins stratèges ont déjà tout prévu ! La construction de la voie portuaire littorale Nord devrait faciliter la maîtrise des flux de pré et post-acheminement. Cette stratégie permettra de maintenir la compétitivité de Casablanca et de donner au port sec de Zenata sa vraie vocation de port sec au service de la logistique nationale. Le port de Casablanca

**Le mastodonte Tanger-Med est un véritable hub méditerranéen. Il en a la capacité et a adopté la stratégie qui va avec.**

continuera de privilégier les trafics portuaires à rotation rapide (conteneurs et roulier). Mais ce port maintiendra son trafic céréalier qui continue d'être une composante majeure de sa stratégie portuaire. La grande nouveauté, c'est qu'une véritable mutation va s'opérer avec l'aménagement du môle Tarik pour la croisière.

Les autres produits non vracs, néo-vracs, conventionnels, seront acheminés vers le port de Mohammédia qui va prendre le relais. Quant à la réparation navale industrielle, partie inhérente aujourd'hui du port de Casablanca, elle sera délocalisée.

Le lifting proposé au port de Mohammédia ne peut, par contre, se départir de sa composante industrielle. Sa proximité de la raffinerie SAMIR et des industries de transformations chimiques en font un port de trafic énergétique. Cette vocation sera renforcée par la construction d'un terminal extérieur pour le transfert des activités de commerce par le prolongement de la digue principale. Le trafic global du port à l'horizon 2030 serait de 21 MT / an !

Ceci dit, le bassin de Mohammédia sera orienté vers le tourisme et compte tirer profit du balnéaire tout en maintenant sa pêche artisanale.

Il paraît évident que l'un des points faibles de cette stratégie est la pollution des lieux. Allier tourisme, pêche artisanale et industrie chimique..., le pari semble difficile à tenir !

Le nouveau port de Kénitra sera appelé : Kénitra Atlantique. Grâce à ses embranchements avec le réseau autoroutier, voie ferrée, zones logistiques..., ce port pourra desservir l'arrière-pays et permettra d'assurer une maîtrise des trafics portuaires sur l'agglomération de Casablanca- Mohammédia

#### **Le pôle de Abda-Doukkala**

Cela va sans dire : Le port de Jorf Lasfar va poursuivre sa vocation de port industriel et reste tourné vers le trio : phosphates et dérivés, la sidérurgie (SONASID) et l'énergie (ONEE, production énergétique à partir de charbon). Des extensions devraient être mises en place pour développer ces activités et poursuivre leur développement. Le port va également se spécialiser dans le traitement d'hydrocarbures : brut, raffiné, GNL...

Le nouveau port de Safi grands vracs s'inscrit dans la même veine. Il est destiné aux grands vracs industriels destinés à l'ONEE et à l'OCP.

La création de ce nouveau port conduit à réaménager le port de Safi Ville pour traiter des flux commerciaux (céréales, marchandises diverses en conventionnel, conteneurs en feeder) à destination de l'arrière-pays. Il aura également la capacité d'accueillir des navires de croisière. La pêche aura, par ailleurs, une part dans ce projet mais pour cela, il faudra attendre une restructuration des espaces !



© DR

**Le port de Laâyoune devrait être un port « écolo » et accompagner des installations d'énergie solaire et éolienne.**

#### **Le pôle du Souss-Tensift**

Le port d'Agadir deviendra la halte incontournable des croisières. Il vient appuyer la vocation touristique de la région et poursuivre le développement touristique dans la zone de la marina. Une extension centrale permettra, par ailleurs, de développer la pêche et la réparation navale. Aussi, le projet de relier Agadir à Marrakech par voie ferrée devrait aboutir en 2022. Ce qui ouvrira d'autres horizons touristiques dans la région

#### **Le pôle des ports du Sud**

La création d'un port charbonnier à proximité de Tan Tan dépend de l'installation d'une centrale à charbon dans la région. Beaucoup de doutes planent quant à la réalisation du projet de l'implantation du terminal qui devrait accompagner une centrale thermique.

Le port de Laâyoune devrait être un port « écolo » et accompagner des installations d'énergie solaire et éolienne. Pour les besoins de la cause, une extension du quai de commerce est prévue.

La région verra aussi l'extension du port de Tarfaya dont les travaux sont déjà lancés, permettant de recevoir des ferries en provenance des Iles Canaries et d'accompagner le développement touristique de la région. Si le port de Boujdour est destiné actuellement à la pêche côtière, il devrait s'accommoder d'une extension pour disposer de quais nécessaires aux navires RSW (Refrigerated Salt Water)

Le nouveau port de la province de l'Oued Eddahab devrait, quant à lui, satisfaire les trafics futurs liés aux produits de la pêche en haute mer. Beaucoup d'espoirs ont été mis dans ce projet qui devrait constituer un levier économique dans la région. Les baies de Cabello et de Cintra devraient accueillir le port, mais les études sont toujours en cours. \*

► Amira Géhanne Khalfallah , journaliste

## Interactions avec les autres secteurs économiques Les ports leviers de croissance

Les pôles portuaires permettent aux activités productives et commerciales de réaliser des économies d'échelle. Petit tour dans les différents secteurs et leurs place dans la stratégie portuaire globale.

**la notion de spécialisation des ports se développe et l'identité de chaque pôle portuaire se confirme.**

**S**tratégie Énergétique, Stratégie Logistique, Programme Émergence, Plan Halieutis, Plan Maroc Vert, Vision 2020 du Tourisme, aménagement du territoire, zones franches... Les ports sont au centre de toutes ces stratégies et les fédèrent. La croissance portuaire et l'évolution structurelle de l'économie constituent un tandem irréductible. C'est dans ce sens que la vision 2030 a été adoptée. Ainsi, la notion de spécialisation des ports se développe et l'identité de chaque pôle portuaire se confirme. La concentration des services et des richesses du pôle du Nord-Ouest, à titre d'exemple, constitue un atout majeur et en fait un carrefour économique important, touchant à la fois au commerce extérieur, les transports et la logistique. Toutes les stratégies de ces secteurs sont intimement liées aux différentes extensions de ce port. Aussi, les itinéraires d'investissements du secteur touristique accompagnent de bout en bout l'évolution de tout le secteur portuaire. L'exemple de Tanger Ville qui se tourne résolument vers le tourisme et les services en est édifiant. Du Nord au Sud, de Nador vers Dakhla, le secteur touristique confirme la vision 2020. Il suit les grands pôles portuaires comme celui du Nord Ouest où les croisières et les plaisanciers accompagnent le développement. Il se taille une grosse part dans l'évolution du port de Nador et compte investir celui de Casablanca. Pour l'instant et à titre indicatif, l'activité des croisières évolue de 4 % tous les ans grâce aux ports de Casablanca (55,1 %), Tanger (23,2 %) et Agadir (21,4 %).

### **Les ports comme « hub » d'activité**

Il paraît évident, par ailleurs, que l'efficacité portuaire permet d'accroître les bénéfices, ainsi que le trafic lui-même. Pour chaque pôle portuaire, des itinéraires d'investissements

possibles sont représentés dans le cadre de l'élaboration de la stratégie portuaire à l'horizon 2030. Le pôle des ports du Sud devrait à ce titre développer la pêche, le commerce extérieur (export) et être amené à des aménagements du territoire. Le Pôle du Souss-Tensift évolue en fonction du secteur de la pêche également et vise un développement régional. Ne perdons pas de vue que le plan Halieutis a prévu de porter les apports de la pêche à 1 660 000 tonnes à l'horizon 2020. Le Pôle Abda- Doukkala dédié aux énergies devraient, quant à lui, accompagner et continuer à porter les activités de l'OCP et ses produits dérivés. Lesquels devraient être multipliés par 2,4 à l'horizon 2030 grâce au développement des activités de ce pôle. Le projet d'une nouvelle raffinerie d'hydrocarbures sur Jorf amènera à envisager une extension portuaire de grande ampleur. Les économies au sein desquelles opèrent les ports à conteneurs influent énormément sur la performance de ces derniers. L'impact du Pôle Oriental sur les secteurs des transports et de l'énergie (charbon) est indéniable. Une augmentation du trafic du charbon (jusqu'à 29 MT en option tout charbon), nécessitant la construction de nouveaux ports et terminaux est prévue. La politique portuaire devrait également accompagner l'augmentation du trafic des hydrocarbures estimé à 28 MT, pouvant atteindre 45 MT suite aux projets d'extension ou de mise en service de nouvelles raffineries. La Stratégie nationale du développement de la compétitivité logistique qui devrait permettre une meilleure organisation des flux portuaires permettra d'accompagner le plan Maroc Vert qui prévoit une augmentation des produits agricoles destinés à l'exportation, primeurs et agrumes essentiellement. \*

► Amira Géhanne Khalfallah, journaliste



## VOS OPÉRATIONS ENTRE LES MAINS D'UN EXPERT

Présente dans les 10 principaux ports du Royaume, Marsa Maroc offre des solutions logistiques en mesure de répondre à l'ensemble de vos besoins. Services aux navires et aux marchandises, services logistiques connexes ou encore information en temps réel, nous mettons à votre disposition des prestations complètes avec toute l'expertise de nos 40 ans d'expérience. Outre notre expertise dans la gestion portuaire, nous attachons une importance particulière à la qualité de nos équipements et la qualification de nos équipes, avec pour seul objectif de vous apporter toujours satisfaction.

**Marsa  
Maroc**

# Echanges Europe, Afrique, Moyen-Orient... Maroc, passage maritime incontournable

Le nouveau paysage portuaire marocain est un carrefour d'échanges commerciaux.

Le pays regarde vers l'Europe sans oublier l'Afrique et multiplie les partenariats au Moyen-Orient et en Asie.

**L**es flux de trafics transitant au travers des terminaux portuaires de commerce au cours des dix dernières années, ont été marqués par une augmentation de 6 % par an en moyenne sur les 10 dernières années ! Cette croissance à deux chiffres ne s'arrêtera pas en si bon chemin et devrait augmenter au vu des politiques mises en place pour réaliser la vision 2030.

5 % des exportations du royaume vont vers les pays sub-sahariens. Ce marché est à développer bien sûr, il n'en demeure pas moins que le potentiel dont jouit le Maroc lui permet d'aller encore plus loin. Pour profiter pleinement du potentiel africain, le Maroc devrait, à terme, devenir un hub régional, courroie de transmission entre l'Afrique et l'Europe. L'effet structurant des infrastructures de transport permet d'accroître les bénéfices ainsi que le trafic lui-même. Le

Maroc est également le seul pays africain à avoir un accord de libre échange avec les Etats-Unis. Cet atout combiné à sa position géostratégique, au carrefour des lignes maritimes les plus importantes, lui permet de servir de plateforme logistique, industrielle et financière pour l'investissement en terre africaine. En clair, non seulement le Maroc se tourne vers l'Afrique mais il est également un partenaire privilégié en Afrique. Aussi, l'ouverture en juin dernier d'une nouvelle ligne maritime entre le Maroc et l'Arabie Saoudite n'est qu'un premier opus de la pénétration marocaine dans le marché du Moyen-Orient. Depuis quelques années déjà, le royaume affiche une ouverture soutenue au commerce international. 90 % des besoins alimentaires des pays du Golfe sont importés. Et le Maroc compte bien saisir cette opportunité en exportant vers ce marché ses produits agroalimentaires de qualité et très appréciés dans la région. Fort de sa

**La nouvelle route maritime vers l'Asie, devrait concerner quelque 3 milliards d'habitants et constitue un des grands défis du Royaume.**

### Développement des activités Nearshoring

De plus en plus d'entreprises déçues par l'Offshoring en Chine et en Asie s'orientent vers des pays plus proches et développent le Nearshoring. Le Maroc nourrit une véritable ambition pour le développement des activités de services délocalisés. Ces dynamiques de délocalisations présentent un potentiel considérable et immédiat pour l'économie du pays puisqu'elles permettraient d'atteindre, d'ici 2015, un PIB additionnel de 15 milliards de dirhams et de créer environ 91.000 emplois qualifiés. Tirant ainsi avantage de sa position géographique, le royaume développe avec ses voisins européens : Espagne et France essentiellement, des activités de relocalisations industrielles et logistiques de proximité. Tanger Med porte une bonne partie de ces activités.



position géographique et boosté par le succès de Tanger Med, Le Maroc se positionne dans le marché du transbordement dans le bassin méditerranéen et capte toutes les opportunités qui s'offrent dans la région pour développer son économie et continuer à créer des emplois. Le Maroc se positionne, également, comme plateforme logistique du bassin méditerranéen. Les autorités portuaires, marocaines et marseillaises, à titre d'exemple, comptent développer des lignes maritimes régulières. En particulier une liaison de transports rouliers entre Marseille et Tanger. Quant au pôle de l'Orient, il se tourne doucement et sûrement vers l'Europe et la Méditerranée et notamment le Maghreb.

Le Maroc entre en Asie par la grande porte : la ligne maritime de la soie-21<sup>e</sup> siècle. Cette nouvelle route maritime devrait concerner quelque 3 milliards d'habitants et constitue un des grands défis du Royaume. Le port crée des richesses et favorise le commerce international, d'où l'importance de saisir une part du marché du commerce international maritime entre le bassin méditerranéen, l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie. La politique portuaire globale tirant avantage de la proximité du pays avec l'Europe permet au Maroc de développer ses activités de Nearshoring : relocalisations industrielles et/ou logistiques de proximité.

Par ailleurs, est-il nécessaire de rappeler que le Maroc a tissé un partenariat avantageux avec les pays européens à travers l'accord de libre-échange et le statut avancé faisant de lui un partenaire africain incontournable et privilégié. \*

► Amira Géhanne Khalfallah, journaliste

## Quelques chiffres

Port	Investissement
Nador Ville (optimisation puis reconversion)	510
Nador WM (déclencheurs énergie)	8 810 / 9 600
Tanger Ville (reconversion plaisance - croisière)	2 340
Kénitra Atlantique	5 930
Mohammédia (externalisation et amélioration)	2 430
Casablanca (aménagement intérieur et extension conteneurs)	9 540
Jorf (extension en cours du port existant (ONEE-OCP))	3 730
Jorf -nouvelle digue (déclencheur nouvelle raffinerie)	14 094
Safi Ville	800
Safi nouveau port vraquier	10 800
Agadir	3 930
Tan Tan port existant (extension chantier naval)	520
Tan Tan - wharf charbonnier	1 390
Laâyoune	1 210
Tarfaya	500
Boujdour	1 130
Dakhla Atlantique	6 540
<b>Total</b>	<b>74 204 / 74 994</b>

\*Investissement en Millions de Dh TTC - Source : METL

**Il est là!**

**Leader du B2B**

**Nouvelle édition 2015 vient de paraître**

**www.kerix.net**

# Monographie des ports au Maroc

## Une position géostratégique privilégiée !

Deux façades maritimes, 3500 km de côtes, le Maroc est au croisement des échanges maritimes entre l'Europe et l'Amérique. L'attractivité de ses ports est devenue une priorité nationale. Petit tour des ports du Maroc !

**L'activité portuaire du Royaume intervient à 98 % des échanges externes du pays.**

**L**e Maroc bénéficie d'une position géographique maritime très privilégiée. De Saïdia à Lagouira, 38 ports s'égrainent, en passant par le grand Tanger Med, des ports structurants comme celui de Jorf Lasfar ou encore des ports en plein développement avec des retombées régionales et nationales comme celui de Casablanca. Bénéficiant d'un espace maritime d'environ 1,2 millions de km<sup>2</sup>, la côte maritime du Maroc présente un véritable atout de développement.

Les activités portuaires transvasent les différents secteurs économiques du pays. Des projets phares se développent autour de ces infrastructures. Une telle richesse et diversité permet au Maroc de grandes ambitions économiques à l'intérieur et à l'extérieur du pays (commerce extérieur, développement du programme Emergence, etc.). Avec 8 milliards de tonnes de marchandises transportés en 2010, « cette proportion atteint 10 % à 20 % pour les matières premières agricoles, et jusqu'à 25 % à 30 % pour les matières premières industrielles », indique le Ministère de l'Équipement, du Transport et de la Logistique.

Le secteur portuaire marocain est un levier de la chaîne logistique des échanges extérieurs ainsi qu'une courroie de développement interne.

L'activité portuaire du Royaume intervient à 98 % des échanges externes du pays. Les ports se positionnent ainsi en partenaires incontournables dans les échanges méditerranéens vers l'Europe et bientôt vers le Moyen-Orient et l'Asie. Pour consolider son ancrage méditerranéen et son leadership, le secteur portuaire marocain a entamé des réformes pour devenir plus concurrentiel, chaque pôle étant tourné vers des activi-

tés précises à développer. La construction du nouveau port Tanger Med permet une montée en puissance qui va positionner le Royaume comme pivot incontournable entre l'Europe de l'Ouest et du Nord et l'Asie. Le progrès est tout aussi accentué sur les grands ports que sur les ports régionaux. Il ne faut pas perdre de vue que les ports font partie des éléments structurants majeurs des régions. Aujourd'hui les ports du Maroc font face à des enjeux croissants au niveau de la concurrence et de la performance. Transbordements, plaisance, pêche, export, énergie... les interactions avec des secteurs vitaux au Maroc sont indéniables et continuent de se développer. \*

► Amira Géhanne Khalfallah, journaliste

### Typologie des ports aujourd'hui

- 13 ports ouverts au commerce extérieur (Nador, Al Hoceima, Tanger, Tanger-Med, Kénitra, Mohammédia, Casablanca, Jorf Lasfar, Safi, Agadir, Tan Tan, Laâyoune et Dakhla) ;
- 10 ports de pêche à vocation régionale (Ras Kebdana, El Jebha, M'diq, Larache, Mehdiya, El Jadida, Essaouira, Sidi Ifni, Tarfaya et Boujdour) ;
- 9 ports de pêche à vocation locale (Cala Iris, Sidi Hssaine, Chmaala, Fnideq, Ksar Sghir, Assilah, Salé, Souiria Lakdima et Imesouane)
- 6 ports de plaisance (Saïdia, Kabila, Marina Smir, Bouregreg, Sables d'or et Marina d'Agadir).

#### Quelques chiffres

**6** grands ports sur la côte méditerranéenne : Nador, Al Hoceima, Ras Kebdana, Jebha, M'diq, Restinga Smir.

**20** grands ports sur la façade maritime atlantique : Tanger, Assilah, Larache, Kénitra, Mehdiya, Sables d'Or, Mohammédia, Casablanca, El Jadida, Jorf Lasfar, Safi...

# INVITATION GRATUITE

Présentez-vous à l'entrée du salon muni de cette invitation

Le Rendez-Vous Industriel au Maroc

## MIDEST MAROC

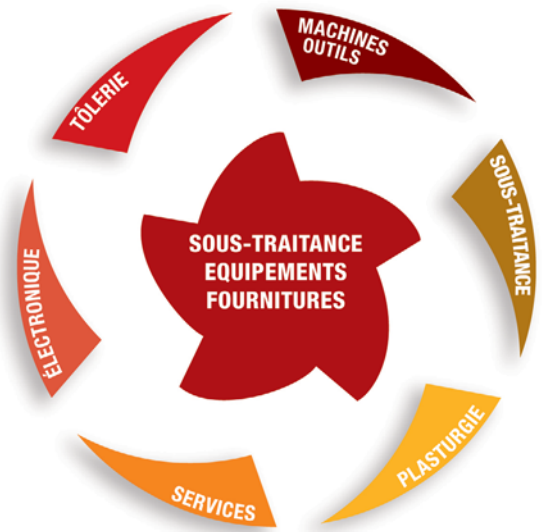
Casablanca - MAROC 10 > 13 décembre 2014

L'Office des Foires et Expositions de Casablanca

Demandez dès maintenant votre badge sur: [www.midest-maroc.com](http://www.midest-maroc.com)

Votre mot de passe :

Organisateur :



MIDEST MAROC : Le Rendez-Vous Industriel au Maroc 10 - 13 décembre 2014



MIDEST-MAROC

6 secteurs d'activité

Une offre nationale et internationale

- MACHINES-OUTILS
- TÔLERIE
- ÉLECTRONIQUE
- SOUS-TRAITANCE
- SERVICES
- PLASTIQUES



MIDEST-MAROC

Des rencontres efficaces

- S'implanter au Maroc
- Conclure des partenariats
- Trouver des fournisseurs



MIDEST-MAROC

Vous êtes concerné !

Dirigeant, Acheteur,  
Responsable Technique et de Production,  
Ingénieur en R&D, Bureaux d'Etudes,...



### VOTRE BADGE D'ENTRÉE GRATUIT

- Connectez-vous sur [www.midest-maroc.com](http://www.midest-maroc.com)
- Indiquez votre code invitation (impératif) :
- Complétez le formulaire de demande de badge
- Imprimez votre badge électronique reçu par e-mail et présentez-le à l'entrée du salon

Informations pratiques

Dates :

10 au 13 décembre 2014

Lieu :

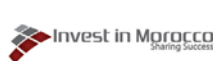
Office des Foires et Expositions de Casablanca (OFEC)  
Casablanca - Maroc

Horaires :

du mercredi 10 au vendredi 12 décembre : 10h00 - 18h30  
samedi 13 décembre : 10h00 - 17h00

Entrée gratuite réservée aux professionnels munis d'un badge électronique ou d'une invitation.  
Salon interdit aux enfants.

### PARTENAIRES INSTITUTIONNELS



### PARTENAIRES MEDIA



PERSPECTIVES



PARTENAIRE TECHNOLOGIE

PARTENAIRE INFORMATION



PARTENAIRE RECRUTEMENT



## Tanger s'éveille

Tanger Med est en passe de devenir l'un des plus importants ports au monde. Sa position géostratégique, sa capacité qui ne cesse d'augmenter, en font un mastodonte qui pèse lourd dans le trafic maritime mondial



© DR

**Tanger Med permet une distribution rapide et efficace vers un marché de plus de 600 millions de consommateurs.**

**T**anger Med, point de rencontre, trait d'union entre les continents, nage entre Méditerranée et Atlantique, entre Europe et Afrique, mais aussi et bientôt il sera le liant entre ces deux continents et l'Amérique latine. Situé au Déroit de Gibraltar à 15 km de l'Europe, sur la seconde voie maritime la plus fréquentée au monde avec plus de 100 000 bateaux par an dont 20 % sont des porte-conteneurs, son aménagement a englouti quelque 35 milliards de dirhams. Voici pour ses mensurations ! A 40 minutes d'Algésiras, cette plateforme portuaire, industrielle et logistique de premier plan, est vite devenue indispensable dans le paysage maritime mondial. Depuis le début de l'année, sa capacité a augmenté de 24 % par

rapport à l'année dernière. Même en temps de crise, son trafic n'a pas connu de ralentissement. Sa capacité actuelle avoisine les 3 millions de conteneurs et sera portée à 8 millions d'ici 2016, selon les estimations ! Véritable plate-forme logistique, Tanger Med est au service des compagnies maritimes spécialisées dans le trafic conteneurisé, les vrac liquides, les véhicules et les marchandises diverses. Le 3<sup>ème</sup> port africain (juste après Port Said en Egypte et celui de Durban en Afrique du sud), n'est pas seulement une gare pour marquer une halte ou assurer des transbordements, mais il est aussi un pôle industriel. L'exemple de Renault en est emblématique ((160 000 modèles en 2012). Ce port est devenu concurrentiel, grâce également à une politique fiscale très avantageuse. Les autorités ayant diminué

l'impôt pour les sociétés et facilité les démarches administratives. D'ici 2020, 200 000 emplois devraient être créés. Ceci dit, Tanger Med ne regarde pas seulement vers la mer. Le grand port en eaux profondes bénéficie d'infrastructures d'accompagnement : routes, chemin de fer et zones industrielles. Une telle organisation impacte bien évidemment l'économie du pays mais également l'environnement. Tanger Méd s'inscrit dans le développement durable. D'ailleurs le port a été certifié ISO 14001. Il est le premier port marocain à avoir obtenu cette distinction. (voir encadré).

Tanger Med compte en son sein une Zone Franche logistique qui sert d'implantation de bases logistiques destinées à couvrir l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique. Medhub est à la porte des marchés et des centres d'affaires de la région. Il permet d'ailleurs une distribution rapide et efficiente vers un marché de plus de 600 millions de consommateurs. Lancée en novembre 2008, Medhub est principalement dédié aux activités logistiques à valeur ajoutée de groupage, de distribution et d'approvisionnement à l'échelle des flux internationaux. Il constitue, également, un point de stockage pour une distribution vers d'autres zones franches au Maroc.

Les ambitions de Tanger Med ne cessent de s'accroître. Tanger Med 2 en fait la démonstration. Il devrait, à terme, avoir une capacité de 5,2 millions de conteneurs qui viendraient s'ajouter aux 3 millions de conteneurs de Tanger Med 1. Les travaux de cette extension ont été lancés en 2009, pour permettre de « consolider sur le long terme le potentiel du Détroit et d'en faire un centre névralgique dans la carte mondiale du transport maritime de conteneurs ». Il affiche clairement ses ambitions et compte s'ériger en port leader en Méditerranée et Atlantique. Mais l'industriali-

sation et les différentes réalisations du port ne devraient pas, en revanche, nous faire oublier les choses importantes telles que l'environnement. C'est dans ce cadre qu'une convention a été signée en 2009 avec la Fondation Mohammed VI pour l'Environnement, une « convention-cadre pour le développement durable des zones côtières de la réserve de biosphère intercontinentale de la Méditerranée ». De l'industrie oui, mais dans le respect de l'environnement ! \*

► Amira Géhanne Khalfallah , journaliste

### Pour lutter contre la pollution marine \*

En juin dernier des exercices de simulation pour évaluer le niveau de coordination et l'efficacité des différents services concernés en cas de déclenchement du plan d'alerte ont été effectués. Nul n'est à l'abri d'un accident en mer générant des fuites d'hydrocarbures. Cet exercice s'inscrit dans une politique plus globale. Il s'agit du plan de prévention et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures. Les essais de déploiement de ces équipements, ainsi que leur maintenance, sont réalisés périodiquement afin d'assurer leur disponibilité en cas de pollution marine accidentelle. En outre, une entreprise spécialisée dans la formation et les interventions de dépollution réalise semestriellement des actions de formation, de maintenance et des exercices de simulation pour s'assurer de l'opérationnalité des équipements d'intervention et du savoir-faire des équipes chargées de leur utilisation. Enfin, dans le cadre du lancement de l'activité de soutage en septembre 2010, les barges de soutage des navires en hydrocarbures ont été ainsi équipées des moyens de prévention pour faire face à une pollution que pourrait engendrer toute cette activité.

\* Source : TMAPA.

**Instru Mar**  
L'instrumentation au maroc

LabTech GBC SKALAR MILESTONE

13, rue des 12 Mètres, Appt N° 1- 1<sup>er</sup> étage  
20 020 Casablanca Maroc  
Tél.: 05 22 47 27 40 - 05 22 47 22 16 Fax : 05 22 47 27 41  
Instrumar@instru-mar.com

*Le nouveau vin du nouveau Maroc*

NÉ ET  
ÉLEVÉ  
AU MAROC  
A L'AISE  
PARTOUT  
ROUGE  
BLANC  
ROSÉ  
GRIS

ENVOUTANT

AMPLE INTENSE  
CHALEUREUX TERRE  
ÉLÉGANT GÉNÉREUX  
SOUPLE ORIGINAL  
PRESTIGE ÉCLATANT  
FESTIF  FIN  
PARTAGE DÉLICAT  
ÉQUILIBRÉ MEKNÈS  
EXPRESSIF SINCÈRE  
CARACTÈRE

---

# VOLUBILIA

---

*Une histoire ...*

AGRÉABLE CONVIVIAL  
SOBRE HARMONIEUX  
AUTHENTIQUE

# Regards d'experts

**Experts.** Chaque mois dans Conjoncture, des experts apportent leur regard sur des problématiques qui vous concernent. Vous aussi, participez à cette rubrique et partagez votre expertise au sein de notre communauté d'adhérents.

Contact : [conjoncture@cfcim.org](mailto:conjoncture@cfcim.org)



**Entreprise** L'enjeu de la protection des données informatiques : avantage à la sauvegarde externalisée de données

**RH** Le bien-être au travail, une donnée essentielle pour l'entreprise

**Juridique** La catégorisation fiscale, modalités et avantages

**La parole au Campus CFCIM** L'impact de la crise sur le comportement des investisseurs décrypté scientifiquement par des chercheurs de TBS

# L'enjeu de la protection des données informatiques : avantage à la sauvegarde externalisée de données



La sécurisation des données d'une entreprise est une évidence, c'est l'un des enjeux majeurs du Maroc et ce n'est plus une question d'avenir.

**Driss Chraïbi, Directeur Général de Datasafety.**

**L**e volume des données stockées aujourd'hui est en pleine expansion. Selon une étude IDC sponsorisée par EMC Gartner, les données numériques créées dans le monde seraient passées de 1,2 zettaoctets par an en 2010 à 1,8 zettaoctets en 2011, puis à 2,8 zettaoctets en 2012 et elles devraient s'élever à 40 zettaoctets en 2020. Cette croissance est exponentielle mais on se rend compte que ces données ne sont pas suffisamment protégées et notamment dans le monde des entreprises. En effet, environ une entreprise sur deux ne les protégerait même pas du tout ! Il faut souligner que les risques de perte de données sont la plupart du temps imprévisibles : erreurs de manipulation, sinistre, virus, hacker, obsolescence programmée, vol... L'enquête de 2012 sur « la récupération des données après un sinistre : Moyen-Orient, Turquie et Maroc <sup>1</sup> » indique que les moyens mobilisés sont insuffisants voire même archaïques. « 90 % des décideurs des entreprises marocaines ne sont pas sûrs de pouvoir récupérer leurs systèmes d'information ou données après un temps d'arrêt (dû à un sinistre ou une coupure d'électricité) ». 23 % des entreprises marocaines

utilisent des disques comme support de stockage pour leurs données et 72 % des bandes magnétiques alors que toutes les 15 secondes un disque dur tombe en panne et que l'utilisation des bandes magnétique est ce qu'il y a de plus vulnérable en terme de protection d'informations...

responsabilité pénale en cas de non-respect des dispositions légales en matière de sécurité des données.

Par ailleurs, la perte de données a des conséquences néfastes pour l'entreprise : perte de clients, arrêt des fonctions opérationnelles, dégradation de l'image de

apparaît que les solutions de sauvegarde externalisée peuvent judicieusement venir compléter ces dispositifs.

Mais qu'entendons-nous par "sauvegarde externalisée" ? Le principe général consiste à installer un logiciel sur un poste ou un serveur. Ce logiciel permet de paramétrer et d'automatiser le processus de sauvegarde : choix des fichiers, répertoires, fréquence, nombre de versions, etc.

L'envoi des données est ensuite automatisé et se fait via Internet sur un espace de stockage dédié.

Les données sont dupliquées à la source et sauvegardées en continu. La technologie Delta Bloc identifie les blocs modifiés depuis la dernière analyse.

Si les blocs de fichiers sont communs (même si les fichiers eux-mêmes sont différents), ils ne seront transférés et sauvegardés qu'une seule fois.

Cette technologie permet d'économiser considérablement la bande passante et l'espace de stockage sur les serveurs de sauvegarde ce qui allège l'externalisation et la restitution des données sauvegardées.

La sécurisation des données est assurée par un cryptage

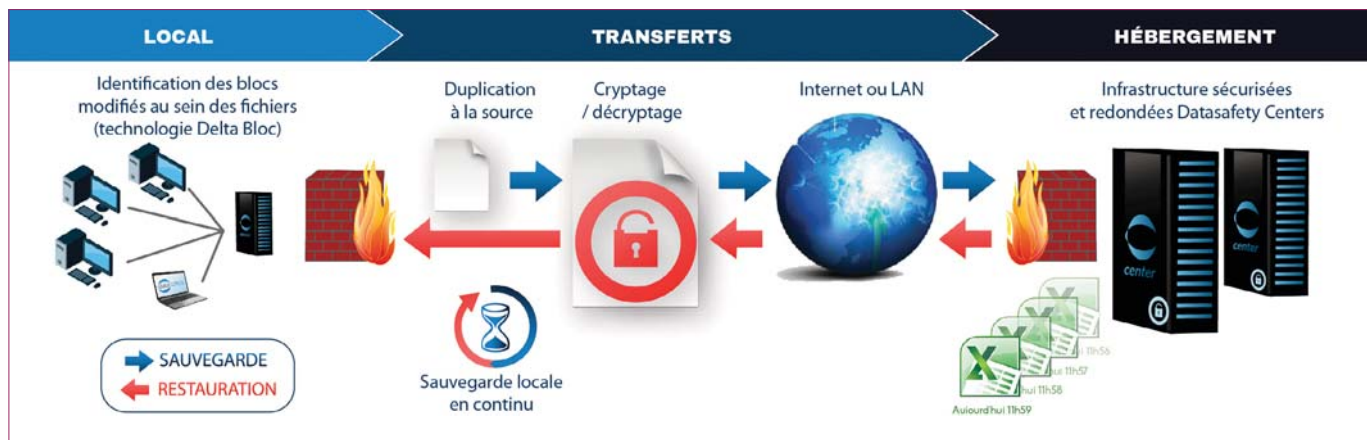


Ce manque de moyens paraît déconcertant quand on sait que les entreprises sont responsables des traitements informatiques et de la sécurité des données personnelles qu'elles contiennent, et qu'elles engagent leur res-

ponsabilité pénale en cas de non-respect des dispositions légales en matière de sécurité des données, etc.

Les supports classiques peuvent sembler nécessaires mais ils ne sont concrètement pas suffisants ; ainsi il





complexe durant les transferts et au moment de l'hébergement sur le serveur externalisé ou datacenter.

De plus, les centres de données sont placés sous haute protection et sont spécialement conçus pour résister à toute forme d'aléa ou d'intrusion.

Permettant également de profiter d'une gestion des données en ligne, la sauvegarde externalisée via Internet offre la possibilité de récupérer mais aussi de classer les fichiers selon les besoins de l'utilisateur. Ces données sont également accessibles à partir de n'importe quel poste de travail ainsi que sur tout autre type de supports tels qu'un smartphone ou une tablette numérique.

Pour résumer, voici les avantages de la sauvegarde exter-

nalisée en 5 points :

- facilité d'utilisation et organisation simplifiée des fichiers
- confort et tranquillité grâce à la planification et à l'automatisation des sauvegardes
- sécurité renforcée, confi-

dentialité accrue (norme SSL 256, AES 256)

- réduction des coûts de restauration (puisqu'ils sont souvent compris dans la souscription à la solution)
- réduction de l'impact environnemental (norme ISO 27001).

### Des solutions à forte valeur ajoutée <sup>3</sup>

Afin de répondre aux exigences des utilisateurs et partenaires les efforts sont orientés selon trois fondamentaux, qui constituent les clés du succès de ces nouvelles solutions :

- **La simplicité d'utilisation**

La simplicité d'utilisation et les multiples fonctionnalités intuitives constituent des facteurs clés du succès des solutions permettant une adoption immédiate auprès des utilisateurs.

- **L'innovation**

Les développements sont dirigés sur des fonctionnalités essentielles. Associer clients et partenaires à la réflexion sur les solutions, pour conserver une avance permanente et proposer des solutions toujours plus adaptées aux besoins du marché.

- **La sécurité et la confidentialité des données**

Une protection optimale des données clients est assurée via les systèmes les plus efficaces du marché : triple cryptage, hébergement dans plusieurs data-centers, haut niveau de sécurisation des accès et monitoring permanent de nos infrastructures.

La sauvegarde en ligne se positionne aujourd'hui comme étant l'outil indispensable pour la survie d'une entreprise.

Par ailleurs ce type de solutions de sauvegarde est souvent complétée par des outils innovants de travail collaboratif à distance, comme le partage sécurisé des données (solution SYNC, iExtranet<sup>2</sup> ...). Le travail entre plusieurs collaborateurs éloignés géographiquement est par là-même facilité, sécurisé et optimisé, offrant de magnifiques perspectives pour le monde des entreprises...

1. L'enquête sur « la récupération des données après un sinistre : Moyen-Orient, Turquie et Maroc » a été effectuée en 2012 par le cabinet de recherche Vanson Bourne.

2. Solution de travail collaboratif à distance proposée par Datasafety, acteur important du marché marocain dans ce secteur.

3. Exemple de charte signée par Datasafety, partenaire exclusif de Oodrive au Maroc.



CHAMBRE FRANÇAISE  
DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE  
DU MAROC

## Accélérez votre développement à l'international

Un réseau de 4 000 entreprises membres

Une équipe biculturelle de 100 collaborateurs



www.cfcim.org



## Le bien-être au travail, une donnée essentielle pour l'entreprise.



Si les entreprises mettent depuis quelques années le bien-être au travail à l'ordre du jour, c'est parce qu'elles ont conscience que les intérêts économiques et les intérêts sociaux d'une entreprise sont alignés. Le capital humain est créateur de valeur et sa performance est augmentée si son bien-être est pris en compte dans l'équation de la performance globale de l'entreprise. La corrélation entre la performance économique et la performance sociale est positive. C'est la conclusion de la méta-étude *People & Profits* de Joshua Daniel Margolis et James P. Walsh, octobre 2011, basée sur 80 recherches sur 30 ans.

**Pourquoi ces études ? Pourquoi autant d'experts issus de disciplines variées parmi lesquelles des neuroscientifiques, des médecins, des ergonomes, des psychologues, des sociologues, des spécialistes de la communication, des ingénieurs se sont saisis de la question du bien-être au travail ?**

**Loubna El Ouakili, Directrice Associée chez Happy Monday.**

Le monde dans lequel nous vivons a connu de profondes mutations durant le siècle qui vient de s'écouler. D'une ère de production d'une grande quantité d'objets simples, représentée avec beaucoup d'acuité dans *Les temps modernes*, de Charlie Chaplin, nous sommes passés à une ère de production d'une grande quantité d'objets compliqués. Avec le numérique et l'économie de fonctionnalité, nous rentrons dans une ère dont le modèle économique est encore incertain. Ces mutations ont des conséquences sur la société, le monde du travail et l'individu. L'individualisation, l'instantanéité, l'accélération du rythme, l'insécurité sont quelques phénomènes qui ont émergé dans nos sociétés. Les changements au niveau du monde du travail sont une intensification du travail, la permanence des changements ou encore le contact client qui sollicite fortement les émotions... L'individu, lui, doit se faire résilient face à tous ces changements et il formule des attentes nouvelles en termes de réalisation de soi, d'équilibre vie professionnelle et vie privée, de besoin de sens, etc. Ces mutations se sont accompagnées

d'une complexification exponentielle des organisations. Le Boston Consulting Group a créé un « indice de complexification » basé sur des études empiriques. Ces études montrent que sur les 15 dernières années, le nombre de procédures, de niveaux hiérarchiques, de projets transversaux, d'interfaces de coordination... ont augmenté de 50 % à 350 % dans chacune des 100 entreprises cotées observées. Selon l'analyse du BCG, la complexité des organisations augmente de 6,7 % chaque année sur les 50 dernières années. Au sein des organisations les plus complexes, les managers disent consacrer 40 % de leur temps à la production de reporting et entre 30 % et 60 % de leur temps à participer à des réunions [1]. Quelle part de leur temps peuvent-ils alors accorder au management de leurs équipes ?

Ces mutations sont à l'origine d'enjeux importants pour le continuum business de l'entreprise. Les consultations médicales résultant de stress vont croissant et le mal-être au travail nuit à la performance de l'entreprise. Ignorer le bien-être au travail, c'est s'exposer à quatre risques principaux : les risques éthiques et humains, les risques

juridiques, les risques de réputation et les risques économiques. D'abord, s'intéresser à la santé, à la souffrance au travail à l'heure où les preuves scientifiques des liens entre stress et maladies physiques et mentales ne sont plus discutables, est un impératif moral. En revanche, il ne s'agit pas de réduire le bien-être au travail à la santé physique et mentale du travailleur car elle n'est pas l'unique vecteur de bien-être. Il faut ajouter d'autres ingrédients aux recettes des politiques de bien-être pour atteindre l'adhésion, l'engagement et la motivation nécessaires à une performance pérenne. Viennent ensuite, les risques juridiques. L'employeur étant responsable de la santé de ses employés, le risque de litige existe. Dans de nombreux pays développés, l'employeur est également responsable pénalement de la santé mentale de ses employés. Au Maroc, le Code du travail reste encore silencieux sur les risques psychosociaux (RPS) et la santé mentale des travailleurs. Pourtant, nos entreprises ne sont pas épargnées par ces risques et les entreprises qui l'ont compris et agissent pour le bien-être prennent une longueur d'avance et créent un avantage compétitif.

Les risques de réputation liés à la médiatisation d'un événement négatif tel qu'un suicide ou des malfaçons conséquentes au mal-être de travailleurs, constituent le troisième type de risques. La sanction du consommateur ou la condamnation du public peut être sévère et préjudiciable. La réalisation de ce risque peut avoir un impact significatif sur l'attractivité d'une organisation. Comment attirer et fidéliser les talents dans un monde où les travailleurs sont de plus en plus sensibles à la qualité de vie qu'on leur propose, au label « Great place to Work » ? Les risques économiques constituent le dernier type de risque abordé via une lecture par les coûts. Il est nécessaire de distinguer les coûts directs et indirects engendrés par le mal-être au travail. Les coûts directs sont liés aux accidents, aux malfaçons, aux grèves, à la baisse de productivité, à la baisse de compétitivité. Les coûts indirects sont ceux engendrés par les conflits, la dégradation du climat social, la démotivation, le désengagement, la réduction de la capacité d'innovation, le turnover, la baisse de la qualité, etc. Les coûts cumulés du mal-être au travail impactent fortement la performance globale de l'entreprise. Chiffrer les coûts

directs et indirects du mal-être au travail aurait probablement un impact non négligeable sur la gestion du phénomène et l'implication des entreprises et de ces dirigeants. En cela, le rapport de recherche Evaluation des coûts du stress au travail [2] recense 39 indicateurs de coûts : 14 indicateurs de base (ex : nombre d'absence liées à un trouble psychosocial) ; 14 indicateurs liés à l'absentéisme (ex : coût de l'invalidité, temps supplémentaire, travailleurs remplaçants) ; 2 indicateurs liés au présentéisme (ex : accroissement des erreurs, réduction de la qualité) ; 9 indicateurs communs à l'absentéisme et au présentéisme (ex : perte de productivité, frais juridiques liés à des litiges, perte d'opportunités business, temps consacré à la problématique santé). Selon une étude de l'institut Américain du Stress de 2006, le coût du stress (absentéisme, turnover, baisse de productivité...) représente du PIB des Etats-Unis, soit 300 Mds d'USD.

A la lumière de ces enjeux, prendre en compte le bien-être au travail revient à accomplir un acte de gestion au même titre que les actes de pilotage financier par exemple. Les études sur la rentabilité des politiques de santé et de bien-être révèlent que leur retour sur investissement est de 2 à 5. L'entreprise a beaucoup à gagner à investir dans le bien-être au travail. En effet, les bénéfices sont nombreux pour la performance globale de l'entreprise quand les performances individuelle et collective sont augmentées. Le bien-être au travail accroît l'efficacité et augmente les capacités intellectuelles et émotionnelles. Il diminue la maladie et augmente l'énergie, améliore le climat social, l'entraide et la collaboration au travail, favorise l'innovation et mobilise les collaborateurs pour leur organisation. Cette mobilisation, cet engagement est vertical (top-down et bottom-up), horizontal (entre collaborateurs et transverse) et

à l'extérieur (médias, parties prenantes : clients ou fournisseurs, etc.). Une entreprise qui s'engage dans la voie du bien-être au travail, s'engage dans la voie la plus sûre pour atteindre ses objectifs de rentabilité et de rendement.

Les entreprises convaincues par les bénéfices qu'elles tireraient de la prise en compte du bien-être au travail, prête à embarquer, se demandent souvent par où elles peuvent commencer, quelles actions elles peuvent mettre en place.

Toute mise en place d'une politique de bien-être au travail débute, outre par la motivation des dirigeants de l'entreprise, par la mesure dudit bien-être ou du mal-être. Les diagnostics constituent la première

## « L'entreprise a beaucoup à gagner à investir dans le bien-être au travail. »

étape de la transformation. Les démarches diagnostic bien-être consistent en une vaste enquête, incluant entretiens individuels ou collectifs, administration d'un questionnaire... Pour cette étape, l'entreprise peut choisir de construire un outil de mesure propriétaire ou de s'appuyer sur un outil externe. Le choix de l'outil sera dicté par l'objectif visé (favoriser la collaboration, réduire l'absentéisme, etc.). Il pourra également être fonction de la flexibilité de l'outil. Est-ce que la réalisation d'un outil sur mesure est envisageable ? La nature des livrables pourra également influencer ce choix.

La mesure du bien-être permet d'esquisser le plan d'action (formation, dialogue social...) ou de transformation organisationnelle qui permettra de mieux adapter le travail à l'homme. Certaines entreprises marocaines visionnaires se sont engagées dans sur un chemin prometteur en faisant du bien-être un levier

de la performance sociale et, par construction, un levier de performance économique. Les actions sont variées et les recettes appliquées au sein d'une organisation ne sont pas nécessairement transposables à une autre organisation. Une clé commune au bien-être et à la performance de toute organisation ressort de l'étude du BCG citée ci-dessus. Il s'agit de la collaboration. Selon le BCG, la clé est la collaboration et l'application de règles simples telles que « mieux connaître les autres », « élargir les interdépendances », « accroître l'ombre du futur » favorisent la communication et la création d'environnement dans lesquelles les travailleurs peuvent trouver des solutions créatives.

### ►► INWI : des valeurs à l'action

Frédéric Debord, Directeur Général, WANA COROPORATE (INWI), s'est approprié le sujet du bien-être et a fait le pari de mettre son capital humain au cœur de la définition de l'identité et de la culture de l'entreprise. Le travail de co-construction de la culture d'entreprise s'est voulu pragmatique pour converger vers un langage, des attitudes, des objectifs communs. Les valeurs issues de cette réflexion, « Simplicité », « Proximité » et « Audace », orientent une partie des actions mises en œuvre, les autres actions découlant de la restitution des résultats d'un baromètre social administré sous la forme d'un questionnaire. La démarche d'INWI a rencontré un fort taux d'adhésion de la part de ses collaborateurs. Dans une société où l'homme au travail est souvent réduit à ses fonctions cognitives, INWI prône une approche holiste de son capital

humain en considérant que toute action positive sur le corps aura une conséquence positive sur le mental et réciproquement. Cette croyance a donné naissance aux Semaines Zen, qui se déroulent 4 fois par an et pendant lesquelles, les collaborateurs d'INWI participent à des ateliers de yoga, d'hypnose, de respiration, de prise de parole en public, etc. Une journée de rupture, le Happy Day, permet de prendre de la hauteur et de travailler sur un thème du futur, favorisant l'expression de la créativité.

### ►► M'dina Bus : Faire du bien-être au travail une priorité est un devoir moral dans un environnement de travail difficile

Moulay Youssef El Ouedghiri, Directeur du Capital Humain de M'Dina Bus, part du constat que les métiers du transport collectif urbain sont intrinsèquement stressants. La confrontation permanente au client, l'exposition aux agressions, la responsabilité de la vie d'autrui soumettent les collaborateurs à une forte charge psychosociale et entraînent de l'absentéisme, entrave au service public. Les tensions vécues n'ont pas d'origine organisationnelle, ce qui ne veut pas dire que l'entreprise n'a pas de responsabilité à prendre dans le traitement de la situation. M'dina fait appel à un cabinet de psychologues pour soutenir sa démarche de bien-être. Des groupes de travail animés par des psychologues sont créés afin de faire un diagnostic de la situation dont la restitution formera la base des actions préventives et palliatives. Des plans de formations sont lancés sur des thèmes psychologiques tels que la gestion du stress, la maîtrise de soi en situation difficile ou sur des thèmes techniques tels que la sécurité routière. \*

1) Smart rules : 6 ways to get people to solve problems without you. BCG Perspectives, Yves Morieux, 2011

2) Evaluation du coût du stress au travail. Rapport de recherche, Université de Laval Québec, Jean-Pierre Brun et Christine Lamarche (2006)

20 septembre 2012 au Bulletin officiel en arabe

## La catégorisation fiscale Modalités et avantages



Le programme de catégorisation est dédié aux entreprises citoyennes, quels que soient leur taille, leur activité et leur statut, faisant preuve d'un niveau indéniable de transparence et de civisme fiscal.

**Fouad Akesbi, Associé Gérant du Cabinet AD Associés.  
Membre de la Commission Juridique, Fiscale et Sociale de la CFCIM.**

La démarche consiste à octroyer un label de confiance reconnaissant les efforts de l'entreprise en termes d'amélioration de son comportement fiscal, son adhésion fiscale, et son consentement à l'impôt. Ce label peut être considéré comme une reconnaissance du haut degré de civisme fiscal de l'entreprise ainsi que de sa conformité aux normes.

Il a été introduit dans le cadre de l'article 164 bis du code général des impôts, suite à la publication du décret et des arrêtés fixant les conditions et les modalités d'octroi du statut de contribuable catégorisé au Bulletin Officiel n° 6084 du 3 Kaada 1433 (20 septembre 2012), le système de « catégorisation des contribuables » permet à l'administration fiscale d'accorder un traitement préférentiel réactif et rapide aux entreprises en situation fiscale régulière, gérées d'une manière transparente et ayant un bon comportement fiscal.

En parallèle, l'octroi du statut de contribuable catégorisé permet à l'entreprise de bénéficier d'un traitement préférentiel se traduisant par un panel d'avantages. Le statut d'entreprise catégorisée permet un traitement préférentiel réactif et rapide, aux entreprises en situation fiscale régulière, gérées d'une manière transparente et ayant un bon comportement fiscal.

En plus de l'image de marque du contribuable citoyen, la catégorisation fiscale offre aux contri-

buables les avantages suivants :

- Dispositif de rappel amiable (appels téléphoniques, SMS, e-mail, fax) avant l'engagement de toute procédure légale ;
- Remboursement rapide de la TVA sans contrôle préalable du dossier sans instruction a priori du dossier (entre 50 % et 80 %) ;
- Traitement rapide et personnalisé via des guichets dédiés ;
- Une plus grande célérité dans le traitement du contentieux ;
- Intégration du statut de contribuable catégorisé dans les critères de programmation des contrôles fiscaux ;

### « Le statut d'entreprise catégorisée permet un traitement préférentiel, réactif et rapide aux entreprises en situation fiscale régulière. »

- Dispense de la certification de chèques pour le paiement de la TSAVA, etc.

Concrètement, la demande de catégorisation est initiée par l'entreprise désireuse de bénéficier du programme et de ses avantages et ce, dans le cadre d'une démarche clairement stipulée par la réglementation en vigueur.

L'examen et l'instruction des demandes de statut de contri-

buable catégorisé sont menés par une commission ad hoc, instituée légalement à cet égard afin de statuer sur les dossiers. La Direction Générale des Impôts a détaillé la démarche de catégorisation en cinq étapes :

#### ►►► Dépôt de dossier

L'entreprise intéressée dépose une demande établie selon un imprimé fourni par la DGI accompagnée d'un dossier constitué de la situation des déclarations et des paiements de tous les impôts et taxes, d'un état récapitulatif des affaires contentieuses enregistrées par la société au cours des quatre (4) dernières années, d'un état de recouvrement des droits issus

de l'entreprise pour statuer sur les dossiers d'octroi ou de retrait du statut du contribuable catégorisé.

#### ►►► Audit

Au terme de cette étude, l'entreprise éligible est invitée à engager une mission d'audit « comptable et financier » et « économique et social ».

L'administration fiscale notifie une réponse à l'entreprise dans les 30 jours qui suivent la date de la réunion au cours de laquelle la décision a été prise.

#### ►►► Classement

L'analyse documentaire ainsi que les rapports de l'audit permettent à la DGI de classer l'entreprise en fonction de son niveau constaté de transparence et de conformité. L'entreprise est ainsi classée dans la catégorie « A » ou dans la catégorie « B ».

#### ►►► Signature de la convention

Après l'octroi du statut « A » ou « B », une convention est établie, qui détermine les engagements de l'entreprise et les avantages qui lui sont accordés.

La convention est valable pour une durée de deux ans renouvelable une seule fois par tacite reconduction.

Etre catégorisé par la DGI ne confère pas une immunité en matière de contrôle fiscal. Certes, le contribuable catégorisé bénéficie d'un a priori favorable dans l'analyse des risques des services qui programment les vérifications fiscales. \*

#### ►►► Eligibilité de l'entreprise

Une commission Ad hoc présidée par le Directeur Général des Impôts ou son représentant effectue une étude documentaire et dresse un diagnostic de

# L'impact de la crise sur le comportement des investisseurs décrypté scientifiquement par des chercheurs de TBS



Le projet d'étude d'impact de la crise financière en Europe a été initié par l'agence Luxembourg for finance. Représentation de l'Etat du Luxembourg, cet organisme cristallise les intérêts de la première place d'investissement financier dans le monde. Réalisée à partir de données issues des fonds d'investissements européens, cette analyse scientifique fournit aux banques européennes une compréhension des impacts psychologiques de la crise et identifie les nouveaux besoins des investisseurs. Sa réalisation a été confiée au Financial Economics Group, laboratoire de recherche en économie financière de Toulouse Business School (TBS), à l'issue d'une consultation internationale.

**Laurent Germain, Directeur du Financial Economics Group du TBS Research Centre, Professeur de Finance à Toulouse Business School.**

### ►► Les impacts de la crise financière européenne à l'épreuve de la démonstration scientifique

Mesurer l'aversion au risque des investisseurs depuis la crise financière européenne de 2008, tel était l'objet de l'étude initiée par l'agence Luxembourg for finance. Abondamment analysées, les conséquences de la crise financière européenne n'avaient fait l'objet d'aucune démonstration scientifique d'envergure. L'originalité et l'intérêt du projet « Luxembourg for finance » résident donc dans la nature et l'ampleur des données appréhendées, issues de 33 directions d'institutions financières européennes (France, Allemagne, Belgique, Luxembourg) et représentant 50 % des investissements réalisés en Europe. Couplée à des questionnaires soumis aux établissements financiers, l'analyse statistique de ces bases de données a permis d'explorer deux axes : la psychologie des investisseurs en situation de crise et l'évolution de leurs aspirations par rapport à l'institution bancaire.

### ►► Des recherches et conclusions à finalité opérationnelle

Bel exemple de recherche appliquée, les conclusions de l'étude apportent la démonstration de plusieurs points :

- le comportement de l'investisseur varie en fonction de son niveau de richesse : si le début de la crise a été marqué par un retrait massif des investissements en actions, toutes populations confondues, la crise a un impact psychologique durable sur les petits épargnants tandis que les investisseurs fortunés sont revenus au comportement qu'ils avaient avant la chute des marchés.

- La mise en évidence du décalage entre les résultats de l'étude statistique et la perception des institutions bancaires. Ces dernières ont le sentiment que toutes les populations d'investisseurs ont modifié leurs comportements alors que la crise n'a affecté durablement que les petits épargnants.
- Les français ont été plus affectés dans leurs investissements en actions que leurs homologues allemands, et ce, toutes populations confondues.
- L'ensemble des investisseurs a renforcé ses exigences de transparence, de conseil et de proximité vis à vis de l'institution bancaire.

### ►► Une étude qui s'appuie sur des compétences de premier plan

Créé en 2000, le Financial Economics Group de TBS s'est propulsé en à peine 10 ans dans le TOP 5 français des centres de sa spécialité. Régulièrement publiés dans les revues les plus prestigieuses en Finance, ses travaux lui ont permis d'être classés parmi les tous premiers groupes en Europe, par Arizona State University. Ce positionnement de premier plan a été décisif dans le cadre de la compétition internationale qui a précédé l'attribution du projet « Luxembourg for finance », tel qu'en témoigne Eleanor de Rosmorduc, Senior Adviser, Luxembourg for Finance :

« Following a search, offers were made to five universities in France, Germany and the UK. The Toulouse Business School was retained to undertake the study because they demonstrated a clear grasp of the objectives and understanding of the sort of problems that could arise from a complex brief that involved different skill sets. The results have helped us to focus our road show presentations in the relevant countries and provided substance in our speeches. » \*



# On en parle aussi...

## Culture(s)

### Souls, l'Afrique originelle.

Créée cette année au Caire, Souls est la dernière œuvre de danse chorégraphique de danse contemporaine Olivier Dubois. Pour ce projet, le chorégraphe s'est entouré de six danseurs venant de six pays africains : le Maroc, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, l'Égypte, l'Afrique du Sud et la République Démocratique du Congo. L'artiste cherche ici à renouer avec la primalité et l'universel, un peu comme l'avait fait Nijinski en son temps. Quel meilleur endroit que l'Afrique, berceau de l'humanité, pour puiser son inspiration ? Avec Souls, Olivier Dubois s'interroge sur le rapport de l'homme à son destin. Pesantur, tellurisme, mysticisme... Le sable qui recouvre la scène, tantôt matrice, cimetière et arène, est une oracle ou s'écrivent et s'effacent les réponses aux questions qui taraudent le chorégraphe. Dans cette quête du « danser originel » s'entrechoquent les corps bien sûr mais aussi les âmes. Souls qui signifie les âmes, les esprits, explore la question du destin qui se tient entre nos mains et notre capacité à le mettre en jeu.



Samedi 29 novembre, Théâtre Mohammed VI à Casablanca.

### Stéphane Plaza : l'immobilier mène à tout !

C'est l'agent immobilier le plus célèbre de France et une des stars de la télévision française sur M6. Stéphane Plaza reprend sur scène le rôle de Pierre Richard dans le film d'Edouard Molinaro sorti en 1988 dans une mise en scène acrobatique signée Arthur Jugnot. Yan est un artiste peintre en vogue. Fou amoureux de Florence (très belle, mais très mariée !), il lui donne rendez-vous chez lui. Manque de chance, tout ne se déroulera pas comme prévu ! Ses voisins, Boris et Eva, sont très envahissants : ils s'aiment et se déchirent ! Ça sonne. Yan ouvre, certain que c'est Florence. Mais il se retrouve nez à nez avec Eva, coincée, sur le palier, en petite tenue ! C'est alors que Boris, très jaloux, débarque... suivi de près par Florence, puis par son mari ! Le tourbillon ne fait que commencer... !



A suivre le jeudi 27 novembre au Mégarama à Casablanca.

## L'association du mois

### Ce mois-ci, Conjoncture a choisi de présenter une association marocaine soutenue par l'Ecole Française des Affaires dans l'un des projets humanitaires de la 26<sup>ème</sup> promotion de l'EFA (2013-2014).

Les étudiants ont organisé une kermesse le dimanche 25 mai dernier à l'occasion de la Journée Nationale de l'Enfant. L'argent récolté lors de ce projet humanitaire (115 545 Dhs) a été reversé à l'Association « VISION ESPOIR ». L'Association « VISION ESPOIR » regroupe les professionnels de la santé visuelle (ophtalmologie, optométrie, optique, orthoptie) ainsi que toute autre spécialité médicale ayant un rapport avec la vue (diabétologie, cardiologie). Elle a pour objet l'aide humanitaire et l'assistance médicale aux populations défavorisées n'ayant pas accès aux soins médicaux soit pour des raisons financières ou d'éloignement. « VISION ESPOIR » organise des caravanes médicales à travers tout le territoire national comme à Taroudant et Takerkoust en 2014, qui consistent en des consultations médicales gratuites et en la distribution de médicaments et d'équipements optiques (lunettes et autres appareillages gratuits). Lors de ces caravanes, les cas médicaux qui

nécessitent une intervention sont ensuite suivis par les médecins bénévoles de l'Association.

L'Association a pour objectif de :

- Prodiger des soins médicaux et paramédicaux aux personnes nécessiteuses.
- Contribuer à l'amélioration de la qualité de vie et de la santé des personnes démunies ou en situation précaire.
- Œuvrer pour la sensibilisation du citoyen à la santé visuelle et pour la prévention contre les maladies de l'œil.
- Organiser des campagnes gratuites de dépistage, d'examen, de traitement ou de chirurgie ophtalmologique auprès des populations en situation précaire.

► **Contacts : « VISION ESPOIR »**  
**ass.visionespoir@gmail.com**  
**Tel : (212) (0)5 22 40 34 35**



**G8****KALMAR****WE KEEP CARGO  
ON MOVE™**

Cargotec accroît l'efficacité des trafics de marchandises sur terre et sur mer, en tous coins du globe. Les marques de Cargotec – Hiab, Kalmar et MacGregor – sont les leaders mondiaux dans la gestion des marchandises et des chargements. De par son réseau mondial, Cargotec est proche de ses clients et peut fournir des services complets garantissant des équipements aux performances constantes, fiables et durables.

**CHARIOTS ELEVATEURS****GRUES PORTIQUES****TRACTEURS DE TERMINAL****R.T.G****HAYONS ELEVATEURS****GRUES DE CAMIONS****CAVALIERS****MULTILIFT**

**CARGOTEC**  
 HIAB - KALMAR - MACGREGOR

46, avenue Pasteur - 20300 Casablanca  
 TEL : 0522 419 200  
 FAX: 0522 409 782

[WWW.CARGOTEC.COM](http://WWW.CARGOTEC.COM)

# KOMPASS

Connects business to business

“ L’art de la réussite consiste à savoir  
s’entourer des meilleurs ” J.F.K



www.kompass.com - 0522 777 100 - info@kompass.ma

